

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Étendue des Travaux

- .1 En général, les travaux visés par le présent projet comprennent la fourniture des installations, de la main-d'oeuvre, des matériaux et des équipements nécessaires à l'enlèvement et au remplacement de l'enrobé avec membrane d'étanchéité sur le pont JC Van Horne, ainsi que le nettoyage du pont, l'addition de cornières d'épaulement, la réparation du béton et le remplacement des garnitures aux joints d'expansion.
- .2 Les activités de préparation du tablier du pont doivent être planifiées et exécutées de manière à ce que le tablier en béton nettoyé ne soit pas laissé exposé et soumis à des conditions ambiantes ou à la circulation qui pourraient gêner, empêcher ou autrement compromettre l'installation du nouveau système de membrane d'étanchéité. L'Entrepreneur devrait prévoir que l'enlèvement de l'enrobé et de la membrane, la préparation du tablier, l'installation du système de membrane d'étanchéité et le pavage doivent être effectués en succession rapide et, par conséquent, exiger une approche section par section pour répondre aux exigences de contrôle de la circulation et aux exigences d'installation du fabricant.
 - .1 Le projet doit être divisé en 4 quadrants à distance approximativement égale. Les quadrants doivent être divisés au niveau des axes 5A ou 5B, selon la préférence de l'Entrepreneur.
- .3 Une limite de poids est actuellement affichée sur le pont. Une limite de poids de 22 t, 35 t et 43 t est affichée pour les camions dix-roux (CL-3), les tracteurs et semi-remorques assemblées (CL-2) et les trains doubles (CL-1), respectivement. Cet affichage doit être respecté et suivi durant les opérations des travaux. Toute charge morte supplémentaire sur le pont doit être approuvée par le Représentant du Ministère.
 - .1 La structure doit être limitée à un camion par travée pour l'équipement de construction.
 - .2 Le Représentant du Ministère peut demander à l'Entrepreneur de soumettre des calculs de charge de tout l'équipement proposé pour assurer

une conformité stricte.

- | | | |
|--|----|---|
| <u>1.2 Documents Requis</u> | .1 | Garder sur le chantier un (1) exemplaire de chacun des documents suivants : <ul style="list-style-type: none">.1 Dessins contractuels;.2 Devis;.3 Addenda;.4 Dessins d'atelier révisés;.5 Ordres de modification;.6 Autres avenants au contrat;.7 Rapports des essais effectués sur place;.8 Calendrier des travaux approuvé;.9 Plan de santé et de sécurité et autres documents sur la sécurité;.10 Procédures de verrouillage d'installations électriques;.11 Permis, codes et lois;.12 Instructions d'installation et d'application du fabricant. |
| <u>1.3 Conditions du Chantier</u> | .1 | Un registre des conditions existantes peut être consulté aux bureaux de TPSGC au 1045 rue Main, Moncton, N-B (EIC 1H1). Ce matériel n'est pas nécessairement mis à jour et est à titre informatif seulement. Il doit être complété par des visites au chantier et consultations avec l'expertise appropriée. <ul style="list-style-type: none">.1 Contacter l'agent d'appel d'offres au moins 48 heures à l'avance pour planifier une visite. |
| <u>1.4 Calendrier de travail et dates d'achèvement</u> | .1 | L'enlèvement de l'enrobé (fraisage) et la fermeture de voies sur le pont n'est pas permis avant le 15 juin, 2020. |
| | .2 | Préparer et soumettre au Représentant du Ministère dans les 7 jours civils suivant l'avis d'attribution du contrat, une copie du calendrier de construction sous forme de graphique à barres indiquant les dates de début et d'achèvement de chaque activité principale des travaux, y compris les travaux de sous-traitants; les dates de soumission, d'examen et de retour des dessins d'atelier, etc.; les dates d'achèvement substantiel et final; et les heures-homme de travail et d'équipement prévues pour chaque élément principal des travaux. Si le calendrier tel que soumis est inacceptable de quelque façon que ce |

soit, soumettez sans délai un calendrier révisé satisfaisant le Représentant du Ministère.

.3 Le Représentant du Ministère doit aviser l'Entrepreneur par écrit de l'acceptation du calendrier de construction. Respectez le calendrier de construction en tout temps. Si, pour une raison quelconque, le calendrier de construction n'est pas respecté, avisez immédiatement le Représentant du Ministère du changement et soumettez un calendrier révisé pour acceptation. Sur acceptation écrite du Représentant du Ministère, ce calendrier deviendra le nouveau calendrier de construction.

.4 Lorsque requis, fournir des détails écrits supplémentaires concernant ce calendrier. La soumission et l'acceptation par le Représentant du Ministère du calendrier de construction de l'Entrepreneur ou la fourniture de détails ne dégageront pas l'Entrepreneur de ses fonctions et responsabilités en vertu du contrat.

.5 Préparer et soumettre un plan d'étapes de construction au Représentant du Ministère dans les 5 jours suivant l'avis d'attribution du contrat.

.1 Le Plan de Contrôle de la Circulation et les mesures doivent faire partie du plan d'étapes de construction.

1.5 Responsabilités de
Mesurage aux Fins de
Paiement

.1 Avertir le Représentant du Ministère suffisamment avant le début des travaux pour permettre le mesurage nécessaire aux fins de paiement.

1.6 Utilisation des Lieux par
l'Entrepreneur

.1 Contrôle de la circulation :

.1 La fermeture complète de la route ne sera autorisée que pour le remplacement des garnitures des joints d'expansion et ne sera autorisée qu'entre 22:00 h à 24:00 h et 00:00 h à 07:00 h les journées de fin de semaine.

.1 La fermeture de la route pour les véhicules d'urgence est interdite en tout temps.

.2 Au moins un trottoir doit être maintenu ouvert en tout temps pour la circulation des piétons.

1. Accommoder les piétons quand et au besoin.
- .2 Au moins une voie de circulation doit être maintenue en tout autre temps, et doit permettre la circulation dans les deux sens, soit avec l'aide de personnel de contrôle de la circulation ou avec un système portatif de feux de circulation.
- .3 Un préavis d'au moins 3 semaines doit être donné avant toute fermeture de voie.
- .4 Fournir et installer des panneaux à message variable portable à chaque extrémité du pont 48 h avant la fermeture de voies pour alerter les automobilistes.
- .2 Coopérer avec les utilisateurs des installations existantes.
- .3 En cas d'interférences, suivre les instructions du Représentant du Ministère.
- .4 Ne pas encombrer déraisonnablement le site de matériaux ou d'équipement.
- .5 Déplacer les produits ou l'équipement entreposés qui interfèrent avec les opérations du Représentant du Ministère ou d'autres Entrepreneurs.
- .6 Obtenir et payer pour l'utilisation des zones de stockage ou de travail supplémentaires nécessaires aux opérations.
- .7 Se conformer à tous les règlements et autorités ayant juridiction sur les travaux.
- .8 S'assurer qu'aucun dommage ne survient à l'infrastructure existante à la suite des opérations. Tous dommages seront réparés aux frais de l'Entrepreneur.
- .9 Fournir des barrières et des panneaux d'avertissement temporaires à l'endroit où les travaux sont adjacents aux zones utilisées par le public.

1.7 Codes et Normes

- .1 Effectuer les travaux conformément au CSA S6 – Code canadien sur le calcul des ponts routiers et à tout autre code provincial ou local, y compris toutes les

modifications à ces codes jusqu'à la date limite de présentation des soumissions; en cas de conflit ou de divergence, les exigences les plus strictes prévaudront.

- .2 Les matériaux et l'exécution doivent respecter ou dépasser les exigences des normes, codes et documents de référence prescrits. Lorsqu'une norme ou un code est désuet, la dernière édition remplacera la date référencée.
- .3 Observer et appliquer les mesures de sécurité de la construction selon le Code canadien de la sécurité dans la construction et les codes de sécurité de la construction du Québec et du Nouveau-Brunswick. En cas de conflit entre les dispositions des autorités ci-dessus, la disposition la plus stricte s'appliquera.

1.8 Services Existants

- .1 Avant de commencer les travaux, établir l'emplacement et le tracé des canalisations de service et le signaler par écrit au Représentant du Ministère.
- .2 Soumettre le calendrier des fermetures ou des coupures des services actifs ou des installations au Représentant du Ministère. Ces travaux comprennent le débranchement de l'alimentation électrique et l'éclairage. Respecter le calendrier et fournir un avis aux parties concernées.
- .3 Protéger, réacheminer ou maintenir les services actifs existants, au besoin. Lorsque des canalisations de services inactifs sont trouvées, il faut les obturer d'une manière acceptable d'après les règles de l'art et par les autorités compétentes des services. Consigner l'emplacement des canalisations de service maintenues, réacheminées ou abandonnées.
- .4 Se familiariser avec les limites de propriété et les compétences en ce qui concerne les routes et les terrains de raccordement.

1.9 Documents Contractuels

- .1 Dessins Contractuels :
 - .1 Les dessins des travaux comprennent tous les dessins énumérés dans ces «plans et devis» et tous les dessins supplémentaires publiés à une date ultérieure par le Représentant du Ministère.
 - .2 Le Représentant du Ministère peut fournir des

- dessins supplémentaires pour aider à la bonne exécution des travaux. Ces dessins ne seront publiés qu'à des fins de clarification. Ces dessins auront la même signification et intention que s'ils étaient inclus dans les plans mentionnés dans les documents contractuels.
- .3 Les dessins indiquent l'étendue et les dimensions générales des travaux. Prenez toutes les mesures nécessaires pour vous assurer que le résultat du travail est conforme à l'intention.
 - .4 Vérifier toutes les conditions existantes au chantier avant de commencer les travaux.
- .2 Devis Contractuel :
- .1 Les exigences générales et les devis techniques sont rédigés uniquement pour l'Entrepreneur Général. Ils sont organisés au format DDN en divisions et sections distinctes.
 - .2 Le langage de spécification est du «type abrégé» par exemple, lorsque le mot «fournir» apparaît, l'interpréter comme signifiant «l'Entrepreneur doit fournir toute la main-d'œuvre, le matériel et l'équipement nécessaires pour terminer les travaux».
 - .3 Ce devis et les dessins qui l'accompagnent sont destinés à décrire et à prévoir un projet fini. Ils sont censés être complémentaires, et ce qui est demandé par l'un ou l'autre sera aussi contraignant que s'il est demandé par les deux. L'Entrepreneur doit comprendre que les travaux décrits dans le présent document seront terminés dans les moindres détails, nonobstant le fait que chaque élément nécessairement impliqué n'est pas particulièrement mentionné, et l'Entrepreneur sera tenu de fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement nécessaires pour l'achèvement complet des travaux et ne pas se prévaloir d'erreurs ou d'omissions.
- 1.10 Permis et réglementations .1 Demander, obtenir et payer tous les permis, approbations et autres autorisations nécessaires pour les travaux.
- .2 Se conformer à tous les règlements, ordonnances et

- règlementations de toutes les autorités judiciaires.
- .3 Payer pour tout permis municipal, conformément aux conditions générales énoncées dans le contrat.
- 1.11 Coupure, Raccordement et Ragrée .1 Procéder aux coupures (y compris excavation), raccordement et ragrée requis pour que le travail soit bien ajusté.
- .2 Effectuer les coupures avec des bords propres, d'équerre et lisses. Rendre le ragrée imperceptible lors de l'assemblage final.
- .3 Là où les nouveaux travaux se connectent aux travaux existants et où les travaux existants sont modifiés, coupés, ragrés et réparés pour correspondre aux travaux existants.
- 1.12 Enregistrement des Travaux .1 Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, tenir des registres précis afin de montrer tous les écarts par rapport aux dessins contractuels, avec une référence particulière aux travaux qui seront cachés. Avant l'inspection des travaux en vue de la délivrance du certificat final d'achèvement, fournir au Représentant du Ministère un ensemble de dessins en copie papier avec tous les écarts qui y sont soigneusement indiqués.
- 1.13 Paiement .1 Le paiement de tous les travaux en vertu du présent contrat doit être conforme au Contrat.
- .2 Aucun paiement distinct ne sera effectué pour les travaux spécifiés en vertu des sections des spécifications de la division 01. Le coût de ces travaux doit être considéré comme des frais généraux et être inclus dans le montant forfaitaire du Contrat.
- .3 Les changements dimensionnels demandés par le Représentant du Ministère pour répondre aux conditions existantes, mais n'entraînant pas de travaux ou de matériaux supplémentaires, ne seront pas considérés comme travaux supplémentaires au Contrat.
- 1.14 Visite du Chantier .1 Il est conseillé aux soumissionnaires de visiter le site des travaux avant la soumission des offres et se familiariser avec les conditions du site, les conditions des objets

existants à enlever, le degré d'exposition et toutes les informations nécessaires à la bonne exécution des travaux couverts par les dessins et ce devis. La soumission de l'offre présume que l'Entrepreneur connaît les conditions du site.

- .2 Le Représentant du Ministère ne tiendra aucunement compte de toute réclamation de l'Entrepreneur résultant du défaut d'avoir effectué toutes les enquêtes nécessaires avant l'appel d'offres.

1.15 Coopération et Assistance .1
au Représentant du
Ministère

Collaborer avec le Représentant du Ministère pour l'inspection des travaux.

- .2 Fournir de l'aide sur demande.

1.16 Représentant de .1
l'Entrepreneur

Maintenir en permanence sur le site un représentant autorisé à qui la communication peut être adressée et qui sera compétent pour parler au nom de l'Entrepreneur lors de la discussion des méthodes de travail.

1.17 Indemnisation des .1
accidents au travail

L'entrepreneur et tous les sous-traitants doivent être enregistrés en vertu de la Loi sur les accidents du travail et fournir une preuve de bonne réputation.

- .2 À la fin du contrat et avant le paiement final, l'Entrepreneur présentera au Représentant du Ministère une lettre de certification de la Commission des accidents du travail, indiquant que toutes les évaluations requises sont payées dans le cadre de tous les métiers.

1.18 Lois, Normes, Taxes et .1
Frais

Se conformer à toutes les lois et normes régissant tout ou partie des travaux, payer toutes les taxes applicables et payer tous les permis et certificats requis pour l'exécution des travaux. En cas de divergence entre les exigences des agences régissant tout ou partie des travaux, la plus restrictive régira, mais en aucun cas les normes établies par les dessins et le présent devis, qui dépassent ces exigences, ne seront réduites.

1.19 Protection et Réparation .1

Réparer tout dommage résultant des opérations effectuées en vertu du présent contrat.

1.20 Inspection et Essais .1

Le Représentant du Ministère peut embaucher un inspecteur et /ou une entreprise d'essais pour s'assurer

que les travaux sont conformes au contrat.

1.21 Élimination des Déchets .1

Les déchets, y compris les matériaux de construction non incorporés dans les travaux, les produits pétroliers et les contenants, et les autres matériaux de cette nature seront éliminés dans des endroits appropriés hors du site. Cela comprend les coûts d'élimination de l'élimination des matériaux contaminés. L'élimination est la responsabilité de l'Entrepreneur.

1.22 Dénéigement et Déglçage.1

Assumer l'entière responsabilité du déneigement et du déglçage requis pour accéder au chantier de construction, au quai et aux aires d'entrepôts.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Documents à Soumettre .1

Dès l'attribution du contrat et avant le commencement des travaux, soumettre au Représentant du Ministère, les documents ci-dessous portant sur la gestion des travaux:

- .1 Calendrier des travaux selon les prescriptions de la présente section.
- .2 Calendrier de soumission des dessins d'atelier selon les prescriptions de la Section 01 33 00.
- .3 Procédures spéciales selon les exigences de verrouillage spécifiées dans la section 01 35 25.
- .4 Plan de santé et de sécurité selon les prescriptions de la Section 01 35 29.
- .5 Le rapport sur la réalisation des contrats du Plan des Avantages pour les Autochtones (PAA) et la certification doivent être soumis ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre du PAA. Celui-ci doit être dans un format montrant les objectifs généraux du projet énumérant en détail les personnes et /ou les entreprises de la communauté micmaque de Listuguj (CML) qui devraient être embauchées pour le projet ainsi que toute formation, développement des compétences ou autres avantages proposés. Ces informations doivent également être présentées sous la forme d'un calendrier de mise en œuvre du PAA indiquant le calendrier prévu au format de calendrier du graphique à barres. Ce calendrier doit clairement mettre en évidence les initiatives visant à atteindre les pourcentages du projet et doit être dans un format montrant un aperçu de deux semaines à venir et devra être révisé en continu pendant la durée du contrat et par rapport aux objectifs initiaux.

1.2 Calendrier des Travaux .1

Sur acceptation de la soumission, soumettre au Représentant du Ministère:

- .1 Un calendrier détaillé des travaux (dans les sept (7) jours civils suivant l'attribution du contrat.
- .2 Le calendrier doit indiquer toutes les dates entre le commencement et l'achèvement de tous les travaux dans le délai stipulé dans la soumission

- acceptée.
- .3 Fournir suffisamment de détails dans le calendrier pour montrer clairement le plan de mise en oeuvre au complet, dans lequel doit être démontrée la coordination efficace des tâches et des ressources, pour achever l'exécution des travaux selon le délai prescrit et pour permettre une surveillance efficace de l'avancement des travaux en fonction des jalons établis.
- .2 Le calendrier des travaux doit comprendre au moins les éléments suivants:
 - .1 Diagrammes à barres (GANTT), indiquant toutes les activités, tâches et autres éléments du projet associés aux travaux, leur durée prévue et les dates projetées pour accomplir les activités clés et les principaux jalons du projet.
 - .3 Le calendrier des travaux doit tenir compte et refléter les phases des travaux ainsi que les restrictions opérationnelles selon les indications des dessins.
 - .4 Déterminer l'ordonnancement des travaux en collaboration avec le Représentant du Ministère. Intégrer au calendrier des travaux les articles identifiés par le Représentant du Ministère lors de l'examen.
 - .5 Le calendrier des travaux définitif doit être passé en revue par le Représentant du Ministère. Prendre les mesures nécessaires pour achever les travaux dans les délais prévus. Ne pas modifier le calendrier des travaux avant qu'il soit examiné par le Représentant du Ministère.
 - .6 S'assurer que tous les corps d'état du second-oeuvre et tous les sous-traitants ont été informés des restrictions relatives aux travaux et des restrictions opérationnelles prescrites.
 - .7 Mises à jour du calendrier des travaux:
 - .1 Soumettre le calendrier sur une base hebdomadaire ou selon les directives du Représentant du Ministère.
 - .2 Fournir les renseignements et les détails

pertinents expliquant les raisons des modifications à apporter au plan de mise en oeuvre.

.3 Identifier les secteurs problématiques, les délais prévus, l'impact sur le calendrier des travaux et les mesures correctrices proposées.

.8 Le Représentant du Ministère fera des analyses provisoires et évaluera l'avancement des travaux en fonction du calendrier approuvé. La fréquence de ces analyses sera déterminée par le Représentant du Ministère. Traiter les problèmes et prendre les mesures correctrices pour les articles identifiés dans le cadre des analyses, selon les directives du Représentant du Ministère. Mettre le calendrier des travaux à jour en conséquence.

.9 Dans chaque cas, un changement ou une modification du calendrier des travaux, aussi minimes que puissent être le risque ou les répercussions sur la sécurité ou les inconvénients pour le public, doit faire l'objet d'une analyse par le Représentant du Ministère.

1.3 Réunions de Projets

.1 À l'exception de la réunion de lancement initiale, planifier et administrer les réunions de projet, tenues au minimum toutes les deux semaines, pour toute la durée des travaux et plus souvent lorsque le Représentant du Ministère le juge nécessaire en raison de l'avancement des travaux ou d'une situation particulière. Enregistrer les procès-verbaux et distribuer.

.1 Distribuer les procès-verbaux des réunions dans les 48 heures suivant les réunions.

.2 Une rencontre avec les Intervenants Municipaux sera nécessaire pour discuter du contrôle de la circulation et établir un processus de communication avec eux en cas d'urgence.

.3 Toutes les réunions du projet auront lieu sur le chantier, sauf indication contraire par le Représentant du Ministère.

.4 Le surintendant et les sous-traitants de l'entrepreneur doivent être présents à toutes les réunions de projet.

1.4 Coordination des Travaux.1

L'Entrepreneur général doit assumer la responsabilité de la coordination des travaux des divers corps de métier et déterminer d'avance où les travaux de ces corps de métier sont inter reliés.

.1 Il doit désigner une personne parmi ses employés ayant la responsabilité globale d'analyser les documents contractuels et les dessins d'atelier ainsi que de planifier et de gérer cette coordination.

.2 Une réunion séparer et distincte entre l'entrepreneur principal, le représentant ministériel et un représentant désigné du gouvernement micmaque de Listuguj (GML) se tiendra le même jour que la réunion bihebdomadaire du projet. Celle-ci servira à discuter des progrès du PAA ainsi que la documentation et le calendrier prévisionnel. Ces documents doivent être soumis toutes les deux semaines par l'entrepreneur principal au représentant du ministère au moins 3 jours ouvrables avant la réunion bihebdomadaire prévue. L'entrepreneur principal doit enregistrer les minutes pour la distribution. L'entrepreneur doit remettre un résumé des activités entreprises pour respecter les engagements mentionnés dans la partie de sa soumission concernant le PAA. L'entrepreneur principal doit fournir sur demande des renseignements détaillés, p. ex. des factures, des registres de travail ou des états des gains. L'entrepreneur doit indiquer si des objectifs n'ont pas été respectés, préciser les raisons pour lesquelles ces objectifs n'ont pas été respectés, expliquer la manière dont il résoudra le problème et le calendrier connexe.

.3 L'entrepreneur principal est responsable de coordonner et de s'assurer que le pourcentage minimum du PAA est atteint et de faire tous les efforts raisonnables pour collaborer avec la CML afin de rattraper toute occasion perdue avant l'achèvement des travaux.

.4 Coopération dans l'exécution des travaux:

.1 S'assurer de la coopération entre les corps de métier de façon à faciliter l'avancement général des travaux et d'éviter des situations où les corps

de métier se généraient mutuellement.
.2 S'assurer que chaque corps de métier offre aux autres corps de métier le temps raisonnable pour l'achèvement des travaux et agit de manière à éviter des retards inutiles, ou d'avoir besoin de défaire et de refaire des travaux achevés.

.5 Aucun coût supplémentaire au contrat ne sera accepté par le Représentant du Ministère parce que l'Entrepreneur n'aura pas coordonné efficacement toutes les parties des travaux. Les litiges entre les divers corps de métier découlant du manque d'information concernant les zones d'interaction des travaux et de l'ampleur de celles-ci, restera l'entière responsabilité de l'Entrepreneur général, qui devra les résoudre à ses propres frais.

1.5 Autres Contrats

.1 D'autres contrats peuvent être passés pendant la période où le présent contrat est en cours.

.2 Coopérer avec les autres entrepreneurs dans l'exécution de leurs travaux respectifs et se conformer à toutes les directives du Représentant du Ministère à cet effet.

.3 Se raccorder comme il se doit aux ouvrages des autres entrepreneurs et coordonner les travaux avec les leurs.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|---|----|---|
| <u>1.1 Exigences d'Organismes de Réglementation</u> | .1 | Avant d'utiliser le pont-bascule, s'assurer qu'il a été certifié comme satisfaisant aux exigences de la Loi sur les poids et mesures, chapitre 36 des Lois du Canada (1970, 1971, 1972), et de ses modifications ultérieures. Afficher le certificat de façon qu'il soit bien visible. Aucun paiement ne sera effectué pour les matériaux pesés sur des balances non certifiées. |
| <u>1.2 Mesurage aux Fins de Paiement</u> | .1 | Fourniture, installation, inspection, certification, entretien et enlèvement du pont-bascule ou d'utilisation d'un pont-bascule commercial local sera considéré comme faisant partie intégrante des travaux. |
| <u>1.3 Équipement</u> | .1 | Pont-bascule: pont-bascule électronique pour camion, de capacité suffisante pour permettre le pesage des véhicules en charge en une seule opération. |
| | .2 | On peut utiliser les ponts-bascules commerciaux certifiés existants, selon leur disponibilité et selon l'approbation du Représentant du Ministère. |
| | .3 | La fourniture de la main d'oeuvre, du matériel, des outils, de l'équipement, de la protection, du transport, des frais administratifs, des profits et du financement nécessaire, etc. afin de compléter les travaux devront être inclus. |
| <u>1.4 Poste de Pesage</u> | .1 | Poste renfermant un indicateur de masse et dans lequel l'inspecteur du Représentant du Ministère peut effectuer le travail prévu et tenir à jour des registres. |
| | .2 | Poste à l'épreuve des intempéries et doté d'un système d'éclairage capable d'assurer un niveau d'éclairement d'au moins 750 lx, d'une fenêtre coulissante donnant sur le tablier du pont-bascule, d'une autre fenêtre pour assurer une aération transversale, d'un pupitre avec tablette d'au moins 0.6 x 1.8 m et d'un système de chauffage pouvant maintenir une température intérieure constante de 20°C. La porte d'entrée ne doit pas s'ouvrir sur le tablier du pont-bascule. |

- 1.5 Exploitation
- .1 L'inspecteur du Représentant du Ministère supervisera le pesage des matériaux au pont-bascule lorsqu'ils seront disponibles.
 - .2 Présenter un nombre suffisant de coupons de pesée, en trois (3) exemplaires, et avec des numéros de série consécutifs. Faire approuver le style des coupons par le Représentant du Ministère.
 - .3 Les billets de pesage doivent être signés par l'inspecteur du Représentant du Ministère au moment de la livraison.
- 1.6 Entretien
- .1 Garder le pont-bascule et son tablier propres et exempts de gravier, d'asphalte, de neige, de glace et de débris.
 - .2 Garder les rampes d'approche en bon état et exemptes d'affaissements et d'ornières.
 - .3 Le pont-bascule doit être recertifié, si le Représentant du Ministère le demande.
 - .4 Si demandé, nivelé les rampes d'approche et de sortie et reniveler à l'approbation du Représentant du Ministère.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉ

- 1.1 Particularité du Projet .1 Le présent projet vise à enlever et à remplacer l'enrobé et membrane d'étanchéité du pont JC Van Horne, ainsi que nettoyer le pont, ajouter des cornières d'épaulement, réparer le béton et remplacer les garnitures aux joints d'expansion.
- .2 Le cours Santé et Sécurité Générale sur les Chantiers de Construction donné par ASP Construction est obligatoire pour toute personne œuvrant sur un chantier de construction dans la province de Québec. Tous les travailleurs au site doivent détenir l'attestation (carte) décernée par l'ASP Construction.
- .3 Le travail comprend l'engagement de la main-d'œuvre de la communauté micmaque de Listuguj ainsi que des avantages sociaux conformément aux exigences du PAA du présent contrat. L'Entrepreneur principal doit noter et prévoir que la communauté micmaque de Listuguj est anglophone et doit veiller à ce que la correspondance et la coordination du projet et de ses partenaires avec eux via le PAA puissent être servies en anglais.
- 1.2 Description des Travaux .1 Les travaux de ce contrat comprennent la fourniture de tous les matériaux, main-d'œuvre, équipement et accessoires, tout ce qui est nécessaire pour l'achèvement des travaux, tel qu'indiqué sur les dessins et tel que décrit dans le devis et les notes. Les travaux de ce projet comprennent en général, mais sans s'y limiter, les éléments suivants:
- .1 Nettoyage du pont.
- .2 Enlèvement partiel du béton aux joints d'expansion.
- .3 Fourniture et mise en place de cornières d'épaulement en acier et de béton coulé sur place aux joints d'expansion, tel qu'indiqué.
- .4 Fourniture et mise en place d'une nouvelle garniture aux joints d'expansion, tel qu'indiqué.
- .5 Fraisage de l'enrobé existant et enlèvement de la membrane d'étanchéité existante tel qu'indiqué.
- .6 Fourniture et mise en place de la membrane

- d'étanchéité, y compris la préparation de la surface du tablier du pont.
- .7 Fournir, placer et compacter l'enrobé, incluant une bande d'essai de chaussée, tel qu'indiqué sur les dessins.
- .8 Fournir et installer de nouveaux marquages de chaussée permanents.
- .9 Fournir tous les panneaux de signalisation temporaires nécessaires et le contrôle de la circulation.
- .10 Essais et contrôle de la qualité de tous les matériaux, y compris, mais sans s'y limiter, le béton et l'enrobé, etc.
- .11 Tous les autres travaux, matériaux, installations temporaires et travaux nécessaires pour achever le projet à la pleine satisfaction du Représentant du Ministère.

<u>1.3 Mesurage du Projet -</u> <u>Général</u>	.1	Les prix unitaires et forfaitaires pour tous les articles ci-inclus doivent être une compensation complète pour les travaux de l'article pour terminer les travaux conformément au contrat, dessins et devis, et couvrira tous les frais de garantie, de gestion, de supervision, de main-d'œuvre, de matériaux, d'outils, de commodités de construction, d'équipement, d'installations et de services, de dispositions de sécurité et toutes les opérations et indemnités habituelles et nécessaires pour achever chaque article et le contrat dans son ensemble, malgré le fait que toutes ces opérations ne sont pas nécessairement mentionnées ou incluses spécifiquement pour le mesurage.
---	----	---

<u>1.4 Mesurage du Projet –</u> <u>Mesurage aux Fins de</u> <u>Païement</u>	.1	<u>Mobilisation / Démobilisation:</u> Tous les coûts associés à la mobilisation et à la démobilisation seront mesurés pour le paiement sous forme de prix forfaitaire. 50% du prix forfaitaire du contrat pour la mobilisation et la démobilisation est payer lorsque la mobilisation au chantier est terminée. Le reste du prix forfaitaire pour la mobilisation et la démobilisation est payé lorsque les travaux sont terminés et que tous les matériaux, équipements, bâtiments, bureaux et autres installations ont été retirés du site et que le site est nettoyé et laissé en état à la satisfaction du Représentant du Ministère et
---	----	---

toutes les autres agences compétentes.

- .1 Pont-Bascule (Section 01 15 10) : La fourniture, l'installation, l'entretien et l'enlèvement des pont-bascule ne sera pas mesuré aux fins de paiement, mais sera considéré comme faisant partie intégrante à l'item 1.4.1 Mobilisation/Démobilisation.
- .2 Installations Temporaires (section 01 51 00): Tous les travaux associés à l'approvisionnement, à l'entretien et à l'enlèvement du site des installations temporaires telles que le bureau de chantier, les remorques d'entreposage, les barricades et les services publics du site ne seront pas mesurés aux fins de paiement, mais sera considéré comme faisant partie intégrante à l'item 1.4.1 Mobilisation/Démobilisation.
- .2 Régulation de la Circulation (article 01 55 26): Tous les travaux associés à la fourniture, à l'opération et à l'entretien du contrôle de la circulation, y compris, mais sans s'y limiter, les barrières temporaires, la signalisation de construction bilingue et les avis pour la durée du projet seront mesurés pour le paiement par prix forfaitaire.
- .3 Bande d'Essai de Chaussée (01 79 00) : Tous les travaux associés avec la bande d'essai de la chaussée seront mesurés pour le paiement par prix forfaitaire.
- .4 Nettoyage de Pont (02 10 00) : Tous les travaux associés avec le nettoyage du pont seront mesurés pour le paiement par prix forfaitaire.
- .5 Enlèvement de Béton à Profondeur Partielle (section 03 30 10): L'enlèvement de béton à profondeur partielle aux joints d'expansion en béton sera mesuré pour le paiement en tant qu'unité par joint d'expansion.
 - .1 L'enlèvement du béton pour chaque joint d'expansion comprend l'enlèvement du béton de chaque côté du joint, tel que détaillé sur les plans.
- .6 Béton Coulé en Place (section 03 30 10): Le béton coulé en place pour la réparation des joints d'expansion en

béton, y compris la préparation de la surface, le coffrage, l'acier d'armature, la cure, les essais et contrôle de la qualité, sera mesuré pour le paiement en tant qu'unité par joint d'expansion.

- .1 Le béton coulé en place pour chaque joint d'expansion comprend le béton de chaque côté du joint, tel que détaillé sur les plans.

.7 Cornière d'Épaulement en Acier (Section 05 50 00) :

Les cornières d'épaulement en acier avec système d'injection d'époxy aux joints d'expansion en béton seront mesurées pour le paiement par l'unité fournie et installée de façon acceptable dans les travaux.

- .1 Chaque unité est la pleine largeur de la chaussée, tel indiqué sur les plans.
- .2 Chaque unité comprend la galvanisation à chaud, l'épissure et l'injection d'époxy tel que détaillé sur les plans.

.8 Remplacement de la Garniture d'un Joint d'Expansion (Section 05 50 00):

Le remplacement de la garniture d'un joint d'expansion existants, y compris les vérifications au chantier, l'enlèvement de la garniture existante, la préparation / le nettoyage de la surface, doit être mesuré par l'unité fournie et installée de façon acceptable dans les travaux.

- .1 Les garnitures doivent être fournies et installées en une seule pièce continue sans joint et doivent s'étendre sur toute la section transversale du pont (trottoirs inclus).

.9 Système d'Étanchéification de Tablier de Pont (Section 07 13 52) :

Le nouveau système d'étanchéité du tablier du pont fourni et installé de manière acceptable, incluant la couche de base et le mastic, ainsi que la couche de bitume d'accrochage si recommandée par le fournisseur, sera mesuré pour le paiement en mètres carrés, (m²), calculé à partir des dimensions théoriques nettes indiquées sur les plans ou tel qu'autorisé par écrit par le Représentant du Ministère.

- .1 La Mesure sera effectuée sur la surface horizontale du tablier.
- .2 Les quantités supplémentaires pour le

chevauchement de la membrane ne seront pas mesurées, mais considérées comme faisant partie intégrante des travaux.

- .10 Préparation de Tablier de Pont (Section 32 01 11.01) :
Le décapage par projection d'abrasif et le nettoyage par jet d'air du tablier de pont en béton exposé (c'est-à-dire après les opérations de fraisage et d'enlèvement) en préparation du nouveau système d'étanchéité seront mesurés pour le paiement en mètres carrés, (m²), calculés à partir des dimensions théoriques nettes indiquées sur les plans ou comme autorisé dans écrit par le Représentant du Ministère.
 - .1 La Mesure sera effectuée sur la surface horizontale du tablier.
- .11 Fraisage et Enlèvement de l'Enrobé (Section 32 01 16) :
L'enlèvement complet de l'enrobé et de la membrane d'étanchéité existants, y compris la planification à froid, le coupage, le chargement et l'élimination, sera mesuré pour le paiement en mètres carrés, (m²), calculé à partir des dimensions théoriques nettes indiquées sur les plans ou tel qu'autorisé par écrit par le Représentant du Ministère.
 - .1 La Mesure sera effectuée sur la surface horizontale du tablier.
- .12 Enrobé Bitumineux Mélangé à Chaud (Type D) (Section 32 12 16) : La fourniture et la mise en place de l'enrobé bitumineux mélangé à chaud, incluant le bitume d'accrochage aux approches du pont, sera mesurée pour le paiement à la tonne.
 - .1 La couche de bitume d'accrochage aux approches, les marquages de chaussée, les essais et contrôle de la qualité ne seront pas mesurés aux fins de paiement, mais seront considéré comme faisant partie intégrante à l'unité de paiement ci-dessus.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Exigences Générales Concernant les Documents et Échantillons à Soumettre

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis au Représentant du Ministère, aux fins d'examen; ces documents, prescrits dans diverses sections du devis, comprennent les dessins d'atelier, les échantillons, les permis, les certificats de conformité, les rapports d'essai, les plans de gestion des travaux et les autres données exigées dans le cadre des travaux.
- .2 Soumettre les documents et les échantillons dans les plus brefs délais et selon un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux et pour laisser suffisamment de temps au Représentant du Ministère pour qu'il puisse les examiner. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune réclamation pour une prolongation en raison de celle-ci ne sera permise.
- .3 Ne pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons avant que la vérification de l'ensemble des pièces soumises ne soit complètement terminée.
- .4 Les caractéristiques indiquées sur les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques du SI.
- .5 Lorsque les éléments ne sont pas produits ou fabriqués en unités métriques ou encore que les caractéristiques ne sont pas données en unités SI, des valeurs converties peuvent être acceptées.
- .6 Examiner, étamper, signer et dater les documents et les échantillons avant de les remettre au Représentant du Ministère. Par cette vérification préalable, l'Entrepreneur confirme que les exigences applicables aux travaux ont été ou seront déterminées et vérifiées, et que chacun des documents et des échantillons soumis a été examiné et trouvé conforme aux exigences des travaux et des documents contractuels. Les documents

soumis non étampés, signés, datés ou identifiés au projet spécifique seront retournés sans être vérifiés et seront considérés rejetés.

- .7 S'assurer de l'exactitude des mesures prises sur place par rapport aux ouvrages adjacents touchés par les travaux.
- .8 Signaler par écrit au Représentant du Ministère, au moment de la présentation des documents et des échantillons, les écarts par rapport aux exigences des documents contractuels et les raisons de ces écarts. Identifier les variations aux documents contractuels et les limitations des produits, qui peuvent être préjudiciable à la performance de réussite des travaux.
- .9 Le fait que les documents et les échantillons soumis soient examinés par le Représentant du Ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces complètes, exactes et conformes aux exigences des documents contractuels, à moins que le Représentant du Ministère soumet, par écrit, l'acceptation à la divergence spécifique aux exigences des documents contractuels.
- .10 Apporter aux documents et aux échantillons les révisions ou les changements qui sont demandés par le Représentant du Ministère, en conformité avec les exigences des documents contractuels. Au moment de soumettre les documents et les échantillons de nouveau, aviser le Représentant du Ministère par écrit des modifications qui ont été apportées en sus de celles exigées.
- .11 Conserver sur le chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis pendant toute la durée des travaux.

1.2 Dessins d'Atelier et
Fiches Techniques

- .1 L'expression « dessins d'atelier » désigne les dessins, schémas, illustrations, tableaux, graphiques de rendement ou de performance, fiches techniques, certificats, méthodes de travaux, résultats de tests, dépliants et autre documentation que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de

l'ouvrage visé.

- .2 Calendrier de soumission des dessins d'atelier:
 - .1 Soumettre, dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat et dans un format acceptable au Représentant du Ministère, un calendrier de soumission présentant une liste de tous les dessins d'atelier à soumettre pour le projet, selon les prescriptions des diverses sections du devis.
 - .2 Le calendrier doit indiquer la date de soumission proposée pour chaque élément, l'état de l'examen et la date prévue de livraison du produit au chantier. Assurer un suivi de toutes les soumissions pour l'ensemble du projet.
 - .3 Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, réviser le calendrier pour indiquer les éléments qui ont été examinés et finalisés et ceux qui ne le sont pas encore.
 - .4 Mettre à jour le calendrier aux dates prescrites ou à des intervalles prédéterminés du projet et qui ont été établis au début des travaux avec le Représentant du Ministère.
- .3 Format des dessins d'atelier:
 - .1 Copie électronique, diazocopies ou photocopies des dessins d'origine ou des dessins standards modifiés pour illustrer clairement les travaux particuliers aux exigences du projet. Dimensions maximales des feuilles: 1000 x 700 mm.
 - .2 Les fiches techniques du catalogue courant du fabricant, les dépliants, la documentation, les graphiques et diagrammes de rendement ou de performance utilisés pour illustrer les produits manufacturés standard doivent être la documentation d'origine pleine couleur, avec les données pertinentes clairement indiquées et l'information non pertinente supprimée.
 - .3 Les dessins illisibles, les photocopies et les télécopies ne sont pas acceptables et seront retournés sans être examinés.
- .4 Contenu des dessins d'atelier:
 - .1 Les dessins d'atelier doivent indiquer les

- matériaux à utiliser ainsi que les méthodes de construction, de fixation ou d'ancrage à employer, et ils doivent contenir les schémas de montage, les détails des raccordements, les notes explicatives pertinentes et tout autre renseignement nécessaire à l'exécution des travaux. Lorsque des ouvrages ou des éléments sont reliés ou raccordés à d'autres ouvrages ou à d'autres éléments, indiquer sur les dessins qu'il y a eu coordination des prescriptions, quelle que soit la section aux termes de laquelle les ouvrages ou les éléments adjacents seront fournis et installés.
- .2 Fournir de l'information additionnelle à la documentation et aux dessins standards du fabricant pour ajouter des détails pertinents au projet.
 - .3 Supprimer l'information non pertinente au projet de tous les documents et échantillons à soumettre.
 - .5 Laisser quatorze (14) jours civils au Représentant du Ministère pour examiner chaque lot de documents soumis.
 - .6 Les modifications ou les corrections apportées aux dessins d'atelier par le Représentant du Ministère ne sont pas censées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, cependant, en aviser le Représentant du Ministère par écrit avant d'entreprendre les travaux.
 - .7 Lorsque les dessins d'atelier ont été vérifiés par le Représentant du Ministère et qu'aucune erreur ni omission n'a été décelée ou qu'ils ne contiennent que des corrections mineures, les dessins d'atelier sont retournés et les travaux de façonnage et d'installation peuvent alors être entrepris. Si les dessins d'atelier sont rejetés, la ou les copies annotées sont retournées et les dessins d'atelier corrigés doivent de nouveau être soumis selon les indications précitées avant que les travaux de façonnage et d'installation puissent être entrepris.
 - .8 Prendre conscience que les coûts et les dépenses

encourus par le Représentant du Ministère dans l'éventualité qu'il doive effectuer plus d'un examen des dessins d'atelier soumis et incorrectement préparés pour un matériau, un matériel ou un élément d'ouvrage particulier peuvent être transférés à l'Entrepreneur sous la forme de retenues monétaires au contrat.

- .9 Les documents soumis doivent être accompagnés d'une lettre d'envoi contenant les renseignements suivants:
 - .1 La date;
 - .2 La désignation et le numéro du projet;
 - .3 Le nom et l'adresse de l'Entrepreneur;
 - .4 La désignation de chaque dessin, fiche technique et échantillon ainsi que le nombre soumis;
 - .5 Toute autre donnée pertinente.
- .10 Les documents soumis doivent porter ou indiquer ce qui suit:
 - .1 La date de préparation et les dates de révisions;
 - .2 La désignation et le numéro du projet;
 - .3 Le nom et l'adresse des personnes suivantes:
 - .1 Le sous-traitant;
 - .2 Le fournisseur;
 - .3 Le fabricant;
 - .4 L'estampille de l'Entrepreneur, signée par le représentant autorisé de ce dernier, certifiant que les documents soumis sont approuvés, que les mesures prises sur place ont été vérifiées et que l'ensemble est conforme aux exigences des documents contractuels;
 - .5 Les renvois à des détails particuliers des dessins contractuels et à des numéros de section du devis que la soumission des dessins d'atelier aborde;
 - .6 Les détails pertinents visant les portions de travaux concernées:
 - .1 Les matériaux et les détails de fabrication;
 - .2 La disposition ou la configuration, avec les dimensions, y compris celles prises sur place, ainsi que les jeux et les dégagements;
 - .3 Les détails concernant le montage ou le

- .4 réglage;
- .4 Les caractéristiques telles la puissance, le débit ou la contenance;
- .5 Les caractéristiques de performance;
- .6 Les normes de référence;
- .7 Les liens avec les ouvrages adjacents.
- .11 Distribuer des exemplaires des dessins d'atelier et des fiches techniques une fois que le Représentant du Ministère en a terminé la vérification.
- .12 L'examen des dessins d'atelier par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ou par son Expert-conseil autorisé vise uniquement à vérifier la conformité au concept général des données indiquées sur ces derniers. Cet examen ne signifie pas que le Ministère approuve l'avant-projet détaillé présenté dans les dessins d'atelier, responsabilité qui incombe à l'Entrepreneur qui les soumet, et ne dégage pas non plus ce dernier de l'obligation de transmettre des dessins d'atelier complets et exacts, et de se conformer à toutes les exigences des travaux et des documents contractuels. Sans que la portée générale de ce qui précède en soit restreinte, il importe de préciser que l'Entrepreneur est responsable de l'exactitude des dimensions confirmées sur place, de la fourniture des renseignements visant les méthodes de façonnage ou les techniques de construction et d'installation et de la coordination des travaux exécutés par tous les corps des métiers.

1.3 Échantillons de Produits

- .1 Soumettre des échantillons de produits aux fins d'examen, selon les prescriptions des sections techniques du devis. Étiqueter les échantillons en indiquant leur origine et leur destination prévue.
- .2 Expédier les échantillons au bureau du Représentant du Ministère ou à une autre adresse, selon les directives. Il est interdit de laisser les échantillons au chantier de construction à moins qu'ils aient déjà été approuvés.
- .3 Avertir le Représentant du Ministère par écrit, au moment de la soumission, des écarts dans les échantillons provenant des exigences des documents

contractuels.

- .4 Les ajustements effectués sur des échantillons par le Représentant du Ministère ne sont pas destinés à varier le prix contractuel. Si des ajustements affectent la valeur du travail, l'Entrepreneur doit aviser par écrit le Représentant du Ministère avant de procéder aux travaux.
- .5 L'Entrepreneur doit faire les changements exigés par le Représentant du Ministère dans les échantillons, conformément aux documents contractuels.
- .6 Les échantillons examinés et approuvés deviendront la norme de référence à partir de laquelle la qualité des matériaux et la qualité d'exécution des ouvrages finis et installés seront évaluées.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1</u>	<u>Section Connexes</u>	.1	Section 01 35 29 Santé et sécurité.
<u>1.2</u>	<u>Références</u>	.1	Les normes de protection incendie suivantes établies par les Services de protection contre les incendies de Ressources humaines et Développement des compétences Canada : <ul style="list-style-type: none">.1 Norme du Commissaire des incendies du Canada (CI) n° 301, Norme pour travaux de construction, juin 1982..2 Norme du CI n° 302, Norme pour soudage et découpage, juin 1982..3 Les normes du CI peuvent être consultées au bureau régional des Services de protection contre les incendies (anciennement connu sous le nom du Commissariat des incendies du Canada), situé au 99, chemin Wyse, 8e étage, Dartmouth (N.-É.), tél. : 902-426-6053.
<u>1.3</u>	<u>Définitions</u>	.1	L'expression « travail à chaud » désigne : <ul style="list-style-type: none">.1 Les travaux de soudage;.2 La découpe de matériaux ou de matériels au moyen d'un chalumeau ou de tout autre dispositif comportant une flamme nue;.3 Le meulage avec de matériaux à l'aide d'un équipement qui produit des étincelles;.4 L'utilisation de chalumeaux à flamme nue.
<u>1.4</u>	<u>Documents à Soumettre</u>	.1	Soumettre au Représentant du Ministère, aux fins d'examen un exemplaire des procédures de travail à chaud et un exemplaire du permis de travail à chaud, au plus tard quatorze (14) jours civils après l'attribution du contrat.
<u>1.5</u>	<u>Exigences de Sécurité Incendie</u>	.1	Mettre en œuvre les mesures de sécurité incendie ci-après et s'assurer qu'elles sont observées durant les travaux. Se conformer aux mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">.1 Code national de prévention des incendies..2 Norme du commissaire des incendies du Canada (CI) no 301 et no 302..3 Lois et règlements fédéraux et provinciaux sur la santé et la sécurité au travail.

- .2 En cas de divergence entre les dispositions des autorités susmentionnées, la disposition la plus stricte s'appliquera. En cas de mésentente sur la détermination de cette dernière, le représentant du ministère tranchera.
- 1.6 Autorisation de Travaux à Chaud .1 Obtenir l'autorisation écrite du représentant du ministère avant de commencer un travail à chaud sur le chantier dans le cadre du présent contrat.
- .2 Pour demander une autorisation de travail à chaud, soumettre les documents/éléments suivants au Représentant du Ministère :
- .1 Les procédures de travail à chaud dactylographiées, qui doivent être respectées sur le chantier, énoncées ci-après;
- .2 Le type de travail à exécuter et la fréquence des interventions de ce genre;
- .3 Un exemplaire du permis de travaux à chaud à utiliser.
- .3 Une fois qu'on lui aura confirmé que des mesures de sécurité efficaces seront mises en place pour le travail à chaud, le Représentant du Ministère accordera l'autorisation de commencer le travail.
- .1 Le Représentant du Ministère ne délivrera qu'une seule autorisation écrite pour toute la durée des travaux.
- .2 Au préalable, le représentant du ministère pourra désigner certaines portions des travaux comme « entités distinctes », lesquelles nécessiteront une autorisation distincte.
- .4 Les exigences pour les autorisations distinctes seront fondées sur les éléments suivants :
- .1 La nature ou le lot des travaux;
- .2 Le risque pour l'exploitation de l'installation;
- .3 Le nombre des divers corps de métier qui doivent effectuer des travaux à chaud dans le cadre du projet;
- .4 Toute autre situation jugée nécessaire par le représentant du ministère pour assurer la sécurité incendie sur les lieux.

- .5 Il est interdit de commencer un travail à chaud avant d'avoir d'en avoir reçu l'autorisation écrite du représentant du ministère.
- 1.7 Procédures de Travail à Chaud
- .1 Élaborer des procédures de travail à chaud, lesquelles devront être observées lorsque de tels travaux sont requis dans le cadre du présent contrat.
- .2 Les procédures de travail à chaud doivent comprendre ce qui suit :
- .1 Une obligation d'évaluation des risques du chantier ou du voisinage immédiat du lieu de travail, conformément aux exigences de l'évaluation des dangers au Plan de sécurité de la section 01 35 29. Faire une évaluation des risques pour chaque travail à chaud.
- .2 Utilisation d'un permis de travail à chaud avec un permis écrit individuellement délivré par le surintendant de l'Entrepreneur à un travailleur ou à un sous-traitant particulier autorisant l'exécution d'un travail à chaud.
- .3 Un permis est nécessaire pour chaque activité à chaud.
- .4 La désignation d'un gardien de sécurité incendie pour veiller sur place à la sécurité d'activité, pendant au moins 60 minutes, immédiatement après du travail à chaud est terminé.
- .5 La conformité aux normes et aux codes de sécurité incendie et au règlement en matière de santé et sécurité au travail qui sont prescrits dans le présent devis.
- .3 Si on utilise des procédures générales de travail à chaud, celles-ci doivent être modifiées, augmentées des informations pertinentes et adaptées afin de tenir compte des conditions particulières au chantier. Ces procédures devront être désignées procédures de travail à chaud applicables au présent contrat.
- .4 Les procédures de travail à chaud doivent énoncer clairement les responsabilités :
- .1 Des travailleurs,
- .2 De la personne autorisée à délivrer un permis de

- travail à chaud,
 - .3 Du gardien de sécurité incendie,
 - .4 Des sous-traitants et de l'Entrepreneur.
 - .5 Informer tous les travailleurs et les sous-traitants du système de procédures et de permis de travail à chaud. Faire observer rigoureusement ces procédures.
 - .6 Le non-respect des procédures de travail à chaud établies peut entraîner l'émission d'un avis de non-conformité, lequel avis peut être accompagné des mesures disciplinaires mentionnées à la Section 01 35 29.
- 1.8 Permis de Travail à Chaud
 - .1 Le permis de travail à chaud doit contenir les informations suivantes :
 - .1 Le nom et numéro du projet ;
 - .2 Le secteur où le travail à chaud sera effectué ;
 - .3 La date à laquelle le permis a été délivré ;
 - .4 Une description des travaux à effectuer ;
 - .5 Les précautions particulières à prendre, y compris le type d'extincteur d'incendie à garder sur place ;
 - .6 Le nom et la signature de la personne autorisées à délivrer le permis ;
 - .7 Le nom des travailleurs visés par le permis ;
 - .8 La durée de la validité du permis au plus 8 heures, avec indication de la date et de l'heure du début et de la fin de la validité ;
 - .9 La signature du travailleur avec la date et l'heure de la fin du travail à chaud.
 - .10 La période précise durant laquelle un gardien de sécurité incendie devra être poste ;
 - .11 Le nom et la signature du gardien de sécurité incendie, avec la date et l'heure.
 - .2 Le permis doit être un formulaire dactylographié. On pourra utiliser des formulaires standards employés dans l'industrie, pourvu que toutes les rubriques ci-dessus y figurent.
 - .3 Chaque permis de travail à chaud doit être rempli complètement et signé, puis remis au surintendant l'Entrepreneur, qui le gardera en lieu sûr sur le chantier.

1.9 Documents à Conserver
sur le Chantier

- .1 Conserver sur le chantier tous les permis de travail à chaud délivrés ainsi que les documents relatifs à l'évaluation des risques pour la durée des travaux.
- .2 Sur demande, mettre les permis de travail à chaud ainsi que les évaluations des risques à la disposition du représentant du ministère ou du représentant de sécurité autorisé pour qu'ils puissent les examiner.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 Sections Connexes</u>	.1	Section 01 35 29 Santé et sécurité.
<u>1.2 Description</u>	.1	Procédures pour isoler et verrouiller, y compris l'installation électrique et les autres équipements, de la source d'énergie.
<u>1.3 Références</u>	.1	CSA C22.1-18 – Code canadien de l'électricité, Partie 1, Norme de sécurité des installations électriques
	.2	CSA C22.3 No. 1-15 – Réseaux aériens.
	.3	CSA C22.3 No. 7-15 – Réseaux souterrains.
	.4	COSH, Règlements d'Hygiène et sécurité au travail Canada établis en vertu de la Partie II du Code canadien du travail.
<u>1.4 Définitions</u>	.1	Installation électrique : désigne tout réseau, équipement, dispositif, appareil, câblage, conducteur, ensemble ou partie de ceux-ci qui est utilisé pour la production, la transformation, le transport, la distribution, l'entreposage, le contrôle, la mesure ou l'utilisation de l'énergie électrique et qui a un ampérage et une tension qui sont dangereux pour les personnes.
	.2	Garantie d'isolation : désigne une garantie faite par une personne compétente en charge que cette installation ou cet équipement est isolé.
	.3	Mettre hors tension : signifie, dans un sens électrique, qu'une pièce d'équipement est isolée et mise à la masse ex. : si l'équipement est alimenté à la masse, il ne peut être considéré mis hors tension.
	.4	Protégé : signifie qu'un équipement ou une installation est couverte, protégée par un écran, clôturée, enclose, inaccessible ou protégée par tout autre moyen, de façon à prévenir ou réduire, dans la mesure de ce qui est pratique, les dangers pour toute personne qui pourrait toucher ou approcher cet article.

- .5 Isoler : signifie qu'une installation électrique, de l'équipement mécanique ou de la machinerie est séparée ou débranchée de toute source d'énergie électrique, mécanique, hydraulique, pneumatique ou toute autre source d'énergie pouvant la rendre dangereuse.
- .6 Alimenté / énergisé : signifie qu'une installation électrique produit, contient, entrepose ou est branchée par moyens électriques à une source de courant alternatif ou direct dangereuse ou contient de l'énergie hydraulique, pneumatique ou autre forme d'énergie pouvant rendre l'installation dangereuse pour les personnes.

1.5 Exigences de Conformité .1

- Effectuer les verrouillages conformément à :
- .1 Code canadien de l'électricité.
 - .2 Lois fédérales et provinciales et règlements sur l'hygiène et la sécurité au travail telles que précisées à la section 01 35 29.
 - .3 Règlements et code de pratique s'appliquant à l'équipement mécanique ou toute autre machinerie qui est mise hors tension.
 - .4 Procédures décrites dans les présentes.
- .2 En cas de conflit entre les dispositions des autorités ci-dessus, les dispositions les plus rigoureuses prévaudront. En cas de conflit pour déterminer les exigences les plus rigoureuses, le Représentant du Ministère déterminera les mesures à suivre.

1.6 Soumissions .1

- .1 Soumettre une copie des procédures de verrouillage proposées et un échantillon des étiquettes de verrouillage pour vérification.
- .2 Soumettre la documentation dans un délai de 14 jours ouvrables après l'adjudication du contrat. Ne pas aller de l'avant avec les travaux avant que la documentation soumise soit vérifiée par le Représentant du Ministère.
- .3 Soumettre la documentation ci-dessus conformément aux exigences générales de soumission décrites à la section 01 33 00.
- .4 Soumettre à nouveau les procédures de verrouillage

avec les révisions qui peuvent découler de la vérification par le Représentant du Ministère.

1.7 Verrouillage

- .1 Mettre hors tension, isoler et verrouiller l'installation électrique, l'équipement mécanique et la machinerie pour toutes les sources d'énergie potentielles avant de travailler sur ces articles.
- .2 Élaborer et mettre en œuvre des procédures de verrouillage précises et nettes qui doivent être suivies pendant les travaux.
- .3 Préparer des procédures de verrouillage par écrit. Décrire les pratiques de travail sûres, les procédures, les responsabilités des travailleurs et la séquence des activités à suivre sur le chantier par les travailleurs pour isoler une pièce d'équipement ou une installation électrique de façon sûre et pour verrouiller efficacement et étiqueter ses sources d'énergie.
- .4 Inclure, dans le cadre des procédures de verrouillage, un système de permis de verrouillage géré par le Surintendant de l'Entrepreneur ou une autre personne qualifiée désignée par ce dernier comme étant « en charge » sur le chantier.
 - .1 Un permis de verrouillage doit être émis au travailleur précis fournissant une Garantie d'isolation avant chaque activité quand le travail doit être effectué sur de l'équipement ou une installation électrique sous tension.
 - .2 Les tâches de la personne gérant le système de permis comprennent :
 - .1 Émission des permis et étiquettes de verrouillage aux travailleurs.
 - .2 Détermination de la durée des permis.
 - .3 Tenue d'un dossier des permis et des étiquettes émis.
 - .4 Demandes d'isolation au Représentant du Ministère lorsque c'est requis, tel qu'indiqué ci-dessus.
 - .5 Désignation d'un surveillant de sécurité quand c'est requis selon le type de travail.
 - .6 Assurance que l'équipement ou l'installation a été isolée correctement.

- .7 Collecte et protection des étiquettes de verrouillage retournées par les travailleurs comme dossier de l'activité.
 - .5 Établir clairement, décrire et attribuer les responsabilités des personnes suivantes :
 - .1 Travailleurs.
 - .2 Personne gérant le permis de verrouillage
 - .3 Surveillant de sécurité.
 - .4 Sous-traitants et Entrepreneur général.
 - .6 Les procédures doivent satisfaire aux exigences des codes et règlements précisés ci-dessus.
 - .7 Les procédures génériques, si elles sont utilisées, doivent être modifiées et complétées par l'information pertinente reliée aux exigences spécifiques du projet.
 - .1 Étiqueter clairement le document comme étant les Procédures de verrouillage s'appliquant aux travaux du présent contrat.
 - .8 Utiliser des dispositifs d'isolation d'énergie conçus spécialement et appropriés pour le type d'installation ou d'équipement qui est verrouillé.
 - .9 Utiliser les étiquettes de verrouillage normalisées de l'industrie.
 - .10 Fournir une mise à la masse appropriée et des protections au besoin.
- 1.8 Conformité
- .1 Assurer que les procédures de verrouillage établies pour le projet en place sont suivies rigoureusement. Mettre en application l'utilisation et la conformité par tous les travailleurs.
 - .2 Faire une présentation à toutes les personnes travaillant sur les installations électriques, l'équipement mécanique et tout autre équipement alimenté par une source d'énergie conformément aux exigences de la présente section.
 - .3 Le manquement d'effectuer les verrouillages conformément aux exigences législatives ou de suivre les procédures précisées dans les présentes peut entraîner l'émission d'un avis de non-conformité à la

discrétion du Représentant du Ministère avec des mesures disciplinaires imposées tel qu'indiqué à la section 01 35 29.

1.9 Documents

- .1 Afficher les procédures de verrouillage sur le chantier à un emplacement commun pour visionnement par les travailleurs.
- .2 Garder des copies de la demande d'isolation soumise au Représentant du Ministère et des procédures de verrouillage émises aux travailleurs dans le cadre des travaux pour toute la durée du projet.
- .3 Sur demande, mettre ces données à la disposition du Représentant du Ministère ou du représentant autorisé de sécurité pour inspection.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Définitions
- .1 RCSST : Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail, établi en vertu de la Partie II du Code canadien du travail.
 - .2 Personne compétente : s'entend de toute personne qui présente les qualités suivantes.
 - .1 Elle est qualifiée en matière de connaissances personnelles, de formation et d'expérience pour exécuter les travaux assignés de façon à assurer la santé et la sécurité des personnes sur les lieux de travail.
 - .2 Elle connaît les dispositions des statuts et règlements en matière de santé et sécurité qui s'appliquent aux travaux.
 - .3 Elle est au courant des dangers éventuels ou réels que pose le travail pour la santé et la sécurité.
 - .3 Blessure nécessitant des soins médicaux : toute blessure mineure ayant nécessité un traitement médical et dont le coût est payé par la commission des accidents du travail de la province où est survenue la blessure.
 - .4 ÉPI : équipement de protection individuel.
 - .5 Chantier : aux endroits où ce terme apparaît dans la présente section, il signifie les zones, situées sur les lieux où les travaux sont exécutés, utilisées par l'Entrepreneur pour effectuer toutes les activités liées à l'exécution des travaux.
- 1.2 Documents/ Échantillons à Soumettre
- .1 Produire les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00.
 - .2 Soumettre un plan de santé et sécurité propre au chantier avant de commencer les travaux.
 - .1 Soumettre le plan dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'avis d'acceptation de la soumission. Fournir deux (2) exemplaires.
 - .2 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et sécurité et le commentera.

- .3 Réviser le plan au besoin et le soumettre à nouveau dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception des commentaires.
 - .4 L'examen du plan par le Représentant du Ministère et ses commentaires à ce sujet ne doivent pas être interprétés comme une acceptation, une approbation ou une garantie implicite d'aucune sorte par le Canada, et ne réduisent pas la responsabilité générale de l'Entrepreneur quant à la santé et la sécurité sur le chantier
 - .5 Soumettre les révisions et mises à jour apportées au plan pendant les travaux.
 - .3 Fournir le nom du représentant de chantier en santé et sécurité désigné, ainsi que les documents justificatifs prescrits dans le plan de sécurité.
 - .4 Soumettre le permis de construire, les certificats de conformité et les autres permis obtenus.
 - .5 Remettre une copie de la lettre en bonne et due forme de la commission des accidents du travail ou du ministère du travail de la province.
 - .1 Remettre une mise à jour de la lettre en bonne et due forme lorsqu'une date d'expiration arrive pendant les travaux.
 - .6 Remettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs en santé et sécurité des gouvernements fédéral, provincial et territorial.
 - .7 Remettre des exemplaires des rapports d'incidents.
 - .8 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du SIMDUT.
- 1.3 Exigences de Conformité
- .1 Respecter la loi sur la santé et la sécurité au travail pour la province la plus strict entre le Nouveau-Brunswick et le Québec, et les règlements généraux établis en application de la loi.
 - .2 Respecter la Partie II du Code canadien du travail (qui porte le titre Santé et sécurité au travail), le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (RCSST)

et tout autre règlement pris en vertu de la loi.

- .1 On peut consulter le Code canadien du travail à l'adresse :
<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/L-2/>.
- .2 On peut consulter le RCSST à l'adresse :
<https://laws.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-86-304/index.html>
- .3 On peut obtenir un exemplaire à l'adresse suivante : Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0S9. Tél. : 819-956-4800 (1 800-635-7943). Publication no L31-85/2000 E ou F.

- .3 Observer les mesures de sécurité en construction indiquées dans les documents suivants.
 - .1 La partie 8 du Code national du bâtiment du Canada.
 - .2 Les règlements et ordonnances municipaux.

- .4 En cas de divergence ou de contradiction entre les exigences prescrites ci-dessus, les plus strictes prévaudront.

- .5 Souscrire et maintenir en vigueur une assurance contre les accidents du travail en règle pour toute la durée du contrat. Fournir une preuve de la cote de fiabilité au moyen de la lettre en bonne et due forme.

- .6 Surveillance médicale : Lorsque les lois ou règlements le prescrivent, obtenir et tenir la documentation sur la surveillance médicale des travailleurs.

1.4 Responsabilité

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Respecter et faire respecter, par tous les travailleurs, sous-traitants et autres personnes ayant accès au chantier, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, dans les ordonnances

et les règlements locaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité propre au chantier.

1.5 Contrôle de l'Accès au Chantier

- .1 Contrôler les travaux et les points d'accès au chantier. Ne laisser entrer que les travailleurs et les personnes autorisées. Intercepter et renvoyer immédiatement les personnes non autorisées.
 - .1 Le Représentant du Ministère fournira les noms des personnes à qui il a accordé l'accès au chantier. Il s'assurera en outre que ces personnes possèdent les connaissances et la formation requises en santé et sécurité nécessaires pour accéder au chantier. Toutefois, l'Entrepreneur demeure responsable de la santé et de la sécurité des personnes autorisées qui se trouvent sur le chantier.
- .2 A l'aide de moyens appropriés, délimiter le chantier et l'isoler des autres aires de la propriété.
 - .1 Selon les besoins, ériger des clôtures, des palissades, des barricades et des dispositifs d'éclairage pour délimiter clairement le chantier, empêcher l'accès non autorisé, protéger les piétons et les véhicules sur le chantier et autour, et assurer un environnement sans danger.
 - .2 Placer des écriteaux, aux points d'entrée et autres points stratégiques, qui indiquent un accès restreint et les conditions d'accès.
 - .3 Utiliser des écriteaux de fabrication professionnelle avec affichage dans les deux langues officielles ou symboles internationaux.
- .3 Fournir une séance préparatoire en sécurité aux personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé. Informer ces personnes des dangers et des règles de sécurité devant être respectées sur le chantier.
- .4 S'assurer que les personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé portent l'ÉPI adéquat. Fournir un tel équipement aux autorités responsables de l'inspection qui exigent l'accès pour effectuer des essais ou des inspections.

- .5 Bloquer l'accès au chantier en dehors des heures de travail ou lorsqu'il est inoccupé, et de façon à protéger les personnes contre les blessures. Prévoir la présence d'un gardien de sécurité lorsque la protection adéquate ne peut être assurée autrement.
- 1.6 Protection .1 Accorder à la santé et à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.
- .2 Si une situation ou un risque particulier ou imprévu lié à la sécurité survient durant l'exécution des travaux, prendre immédiatement des mesures pour corriger la situation et prévenir des dommages ou blessures. En informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.
- 1.7 Production de l'Avis de Projet .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales en matière de santé et sécurité pertinentes.
- .1 Au besoin, le Représentant du Ministère aidera à localiser l'adresse.
- 1.8 Permis .1 Sur le chantier, afficher les permis, les licences et les certificats de conformité, conformément aux prescriptions de la section 01 10 10.
- .2 Lorsqu'on ne peut obtenir un certificat de conformité ou un permis particulier, en informer le Représentant du Ministère par écrit et ne pas entreprendre la partie applicable des travaux avant d'avoir obtenu l'approbation.
- 1.9 Évaluation des Risques .1 Évaluer les risques en matière de santé et sécurité liés au chantier et à l'emplacement.
- .2 Effectuer l'évaluation initiale avant le début des travaux et, au besoin, d'autres évaluations au cours de ces travaux, y compris à l'arrivée de nouveaux corps de métiers et sous-traitants au chantier.
- .3 Consigner les résultats et adapter le programme de santé et sécurité en conséquence.

- .4 Conserver la documentation sur place pour toute la durée des travaux.
- 1.10 Conditions Propres au
Projet/Chantier
 - .1 Voici les risques potentiels en matière de santé, d'environnement et de sécurité auxquels les travailleurs peuvent être exposés à l'emplacement.
 - .1 Produits dangereux et contrôlés existants, entreposés sur place.
 - .1 Réservoir de pétrole.
 - .2 Réservoir de l'huile usée.
 - .3 Réservoir d'essence.
 - .2 Conditions latentes et environnementales connues du chantier.
 - .1 Environnement maritime.
 - .1 Travail au-dessus d'un grand étendu d'eau.
 - .2 Exposition aux vents violents et à la pluie battante.
 - .3 Circulation des véhicules et des piétons.
 - .4 Machineries lourdes.
 - .2 Travailler près des lignes électriques.
 - .3 Activité du jour:
 - .1 Circulation des véhicules et des piétons.
 - .2 La liste ci-dessus n'est pas exhaustive; elle ne comprend pas tous les risques potentiels pour la santé et la sécurité auxquels l'Entrepreneur sera confronté durant l'exécution de ces travaux.
 - .3 Inclure les éléments susmentionnés dans l'évaluation des risques liés aux travaux.
 - .4 On peut obtenir, auprès du Représentant du Ministère, les FS des produits dangereux et contrôlés pertinents et entreposés à l'emplacement.
- 1.11 Réunions
 - .1 Assister à la réunion de santé et de sécurité préalable aux travaux, convoquée et tenue sous la présidence du Représentant du Ministère avant le début des travaux, à l'heure, à la date et à l'emplacement déterminés par le Représentant du Ministère. S'assurer de la présence des intervenants suivants.

- .1 Le Contremaître.
 - .2 Le représentant en santé et sécurité désigné du chantier.
 - .3 Les sous-traitants.
 - .2 Pendant les travaux, tenir des réunions sur l'outillage et la sécurité à intervalles réguliers, conformément aux règlements sur la santé et la sécurité au travail.
 - .3 Garder les documents sur place.
- 1.12 Plan de Santé et de Sécurité
- .1 Avant de commencer les travaux, rédiger un plan de santé et de sécurité propre aux travaux. Mettre en oeuvre, tenir à jour et améliorer le plan pendant toute la durée des travaux et jusqu'à l'achèvement des derniers travaux sur le chantier.
 - .2 Le plan de santé et de sécurité doit comprendre les éléments suivants.
 - .1 La liste des dangers et des risques pour la santé et la sécurité relevés dans le processus d'évaluation des risques.
 - .2 Les mesures de contrôle utilisées pour atténuer les dangers et risques relevés.
 - .3 Un plan de sécurité routière propre au site.
 - .4 Le plan d'intervention en cas d'urgence sur les lieux, indiqué ci-dessous.
 - .5 Le plan de communication sur les lieux, indiqué ci-dessous.
 - .6 Le nom du représentant en santé et sécurité du chantier désigné par l'Entrepreneur, l'information qui atteste sa compétence et son rapport hiérarchique au sein de l'entreprise de l'Entrepreneur.
 - .7 Les noms, les compétences et le rapport hiérarchique du reste du personnel de surveillance présent sur le chantier à des fins de santé et de sécurité au travail.
 - .3 Le plan d'intervention en cas d'urgence sur les lieux doit comprendre ce qui suit.
 - .1 Les procédures d'exploitation, les mesures d'évacuation et le processus de communication en cas d'urgence doivent être mis en oeuvre.

- .2 Le plan d'évacuation : plans de l'emplacement et des étages montrant les voies d'évacuation et les zones de rassemblement. Détails sur les méthodes de signalement d'alarme, les exercices d'incendie et l'emplacement du matériel de lutte contre l'incendie, et autres données connexes.
- .3 Le nom, les tâches et les responsabilités des personnes désignées comme agent(s) de secours et adjoints.
- .4 Les personnes-ressources avec qui communiquer en cas d'urgence : noms et numéros de téléphone des représentants des intervenants suivants.
 - .1 L'Entrepreneur général et les sous-traitants.
 - .2 Les ministères et autorités compétentes fédéraux et provinciaux qui s'appliquent.
 - .3 Les ressources d'intervention locales.
- .5 Harmoniser le plan avec celui d'intervention en cas d'urgence et d'évacuation de l'installation. Le Représentant du Ministère fournira les données pertinentes, y compris les noms des personnes-ressources de TPSGC et du service de gestion de l'installation.
- .4 Le plan de communication sur les lieux doit comprendre ce qui suit.
 - .1 La marche à suivre pour transmettre l'information sur la sécurité au travail, y compris les mesures d'urgence et d'évacuation, aux travailleurs et aux sous-traitants.
 - .2 La liste des activités critiques, à communiquer au Gestionnaire de l'installation, qui risquent de causer préjudice à la santé et à la sécurité des usagers de l'installation.
- .5 Veiller à toutes les activités liées aux travaux, y compris celles des sous-traitants.
- .6 Examiner le plan de santé et de sécurité régulièrement pendant les travaux. Le mettre à jour lorsque les conditions présentent de nouveaux risques et dangers, par exemple l'arrivée d'un nouveau corps de métier ou sous-traitant au chantier.

- .7 Le Représentant du Ministère transmettra ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations; il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.
 - .8 Afficher une copie du plan et les mises à jour bien en vue sur le chantier.
- 1.13 Surveillance de la
Sécurité
- .1 Faire appel à un représentant en santé et sécurité sur le chantier qui surveillera quotidiennement les aspects de santé et sécurité relatifs aux travaux.
 - .2 Le représentant en santé et sécurité du chantier peut être le Contremaître ou une autre personne désignée par l'Entrepreneur, et aura la responsabilité et l'autorité de faire ce qui suit.
 - .1 Mettre en oeuvre, surveiller et faire respecter quotidiennement les exigences en matière de santé et sécurité au travail.
 - .2 Suivre de près et appliquer le plan de santé et de sécurité propre au site de l'Entrepreneur.
 - .3 Fournir une séance préparatoire en sécurité aux personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé.
 - .4 S'assurer que les personnes à qui l'accès à l'emplacement a été autorisé sont compétentes et bien formées en santé et sécurité relativement à leurs activités à cet emplacement, ou qu'elles sont escortées par une personne compétente lorsqu'elles sont sur le chantier.
 - .5 Interrompre les travaux si des motifs de santé et sécurité l'exigent.
 - .3 Le représentant en santé et sécurité du chantier doit présenter les qualités suivantes.
 - .1 Être qualifié et compétent en santé et sécurité au travail.
 - .2 Posséder une expérience pratique sur un chantier où ont été menées des activités liées aux travaux.
 - .3 Être sur le chantier en permanence durant l'exécution des travaux.

- .4 Tout le personnel de surveillance affecté au chantier doit être compétent.
- .5 Inspections :
 - .1 Effectuer des inspections périodiques de la sécurité sur le chantier sur une base au moins bihebdomadaire. Consigner les déficiences et les mesures correctives prises.
 - .2 Assurer un suivi et s'assurer que les mesures correctives ont été appliquées.
- .6 Collaborer avec le représentant en santé et sécurité au travail de l'installation, si le Représentant du Ministère en désigne un.
- .7 Garder les rapports d'inspection et la documentation sur la surveillance sur le chantier.

1.14 Formation

- .1 Le cours Santé et Sécurité Générale sur les Chantiers de Construction donné par ASP Construction est obligatoire pour toute personne œuvrant sur un chantier de construction dans la province de Québec. Tous les travailleurs au site doivent détenir l'attestation (carte) décernée par l'ASP Construction.
- .2 Sur le chantier, employer seulement des travailleurs qualifiés, qui ont été bien formés en procédures et pratiques de santé et sécurité au travail pertinentes aux tâches qui leur sont assignées.
- .3 Tenir les dossiers des employés et les preuves de la formation reçue. Mettre ces données à la disposition du Représentant du Ministère, sur demande.
- .4 En présence de conditions ou de risques particuliers ou imprévus pouvant compromettre la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

- | | | |
|--|---|---|
| <u>1.15 Règles de Sécurité de Base Propres au Site</u> | <p>.1</p> <p>.1</p> <p>.2</p> <p>.3</p> <p>.4</p> <p>.2</p> | <p>Malgré l'obligation de l'Entrepreneur de se conformer aux règlements des gouvernements fédéral et provincial sur la santé et la sécurité, s'assurer que les règles de sécurité minimales suivantes sont respectées par les personnes ayant accès au chantier.</p> <p>Porter l'ÉPI approprié pour les travaux ou tâches assignées, c'est-à-dire au moins un casque, des bottes ou chaussures de sécurité, des lunettes de sécurité et une protection pour les oreilles.</p> <p>Signaler sans délai toute condition non sécuritaire sur le chantier, quasi-accident, blessure et dommage survenu.</p> <p>Garder le chantier et les aires d'entreposage propres et exempts de facteurs de risques de blessures.</p> <p>Respecter les mises en garde des panneaux d'avertissement et des étiquettes de sécurité.</p> <p>Informer les personnes des mesures disciplinaires à prendre en cas de non-respect.</p> |
| <u>1.16 Correctifs en Cas de Non/Conformité</u> | <p>.1</p> <p>.2</p> <p>.3</p> | <p>Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.</p> <p>Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger les situations de non-conformité en matière de santé et de sécurité.</p> <p>Le Représentant du Ministère ordonnera l'arrêt des travaux, si la situation de non-conformité n'est pas réglée rapidement.</p> |
| <u>1.17 Déclaration d'Incidents</u> | <p>.1</p> <p>.1</p> <p>.2</p> <p>.3</p> | <p>Enquêter sur les incidents suivants, et en faire rapport au Représentant du Ministère.</p> <p>Incidents qui nécessitent d'être signalés au ministère provincial de santé et sécurité au travail, à la commission des accidents du travail ou à un autre organisme de réglementation.</p> <p>Blessures nécessitant des soins médicaux.</p> <p>Dommages matériels s'élevant à plus de 10 000,00 \$.</p> |

- .4 Interruptions aux activités de l'installation entraînant une perte dépassant 5000,00 \$ pour un ministère fédéral.
- .2 Soumettre un rapport écrit.
- 1.18 Matières Dangereuses .1 Se conformer aux exigences du SIMDUT.
- .2 Conserver les FS de tous les produits qui sont livrés sur le chantier.
 - .1 Les afficher sur le chantier.
 - .2 Remettre une copie au Représentant du Ministère.
- 1.19 Dynamitage .1 Le dynamitage ou autre utilisation d'explosifs est interdit sur le site.
- 1.20 Dispositifs à Cartouches Explosives .1 Utilisez des dispositifs de fixation à cartouches explosives qu'après réception d'une permission écrite du Représentant du Ministère.
- 1.21 Espaces Clos .1 Exécuter les travaux dans les espaces clos en respectant les règlements de santé et sécurité au travail.
- 1.22 Dossiers au Chantier .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de la documentation sur la sécurité et des rapports à produire conformément aux lois et règlements des autorités compétentes, et un exemplaire des documents prescrits dans le présent devis.
- .2 Sur demande, mettre ces documents à la disposition du Représentant du Ministère ou de l'agent de sécurité autorisé, pour qu'ils puissent les examiner.
- 1.23 Affichages des Documents .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente.
- .2 Afficher les autres documents prescrits dans le présent devis, y compris les suivants.
 - .1 Le plan de santé et de sécurité particulier au chantier.
 - .2 Les FS du SIMDUT.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 Sections Connexes</u>	.1	Section 01 74 21 Gestions et Élimination des Déchets de Construction/Démolition.
<u>1.2 Description</u>	.1	La présente section spécifie les procédures de protection de l'environnement pour les travaux telles que détaillées sur les plans et devis du pont JC Van Horne, qui traverse la rivière Restigouche.
<u>1.3 Références</u>	.1	Loi sur la marine marchande du Canada, Transports Canada, 2001, modifié 2019-07-30.
	.2	Règlements de la Garde côtière canadienne, Pêches et Océans Canada.
	.3	Loi sur l'évaluation d'impact, 2019.
	.4	Loi canadienne sur la protection de l'environnement, 1999, modifié 2019-06-17.
	.5	Loi sur les pêches, Pêches et Océans Canada, modifié 2019-08-28.
	.6	LCOM : Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs, Environnement Canada, 1994, modifié 2017-12-12.
	.7	Loi sur les eaux navigables canadiennes, 1985, Transports Canada, modifié 2019-10-04.
	.8	Nouveau-Brunswick – Règlement sur les études d'impact sur l'environnement.
	.9	Loi sur les espèces en péril, 2002, modifié 2019-08-28.
	.10	Politique fédérale sur la conservation des terres humides, 1991, Environnement Canada.
	.11	Loi sur le transport des marchandises dangereuses, Transports Canada, 1992, modifié 2019-08-28.
	.12	SIMDUT : Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail, Santé Canada.

- .13 Environmental Effects Evaluation – J.C. Van Horne Bridge, Petrosol Inc., Mars 2019.
- 1.4 Définitions
- .1 Zone tampon : zone de terres recouvertes de végétation qui protège les cours d'eau contre l'exploitation de terres adjacentes. Ce terme se rapporte aux terres adjacentes aux cours d'eau comme les ruisseaux, les rivières, les fleuves, les lacs, les étangs, les océans et les terres humides, y compris les plaines inondables et les terres en voie de conversion entre les cours d'eau et des zones de terres plus arides.
- .2 Substance délétère: a) toute substance qui, si elle était ajoutée à une eau, dégraderait, altérerait ou ferait partie d'un processus de dégradation ou d'altération de la qualité de cette eau de sorte qu'elle soit rendue ou susceptible d'être rendue délétère aux poissons ou à leur habitat ou à l'utilisation par l'homme de poissons qui fréquentent cette eau, ou (b) de toute eau qui contient une substance en telle quantité ou concentration, ou qui a été ainsi traitée ou modifiée, par la chaleur ou d'autres moyens, à partir d'un état naturel qui, s'il était ajouté à toute autre eau, dégraderait ou altérerait ou ferait partie d'un processus de dégradation ou d'altération de la qualité de cette eau de sorte qu'elle soit rendue ou susceptible d'être rendue délétère pour les poissons ou l'habitat du poisson ou à l'utilisation par l'homme des poissons qui fréquentent cette eau.
- .3 Habitat de poisson : frayères et autres zones, y compris les zones d'alevinage, d'élevage, d'approvisionnement en nourriture et de migration, dont les poissons dépendent directement ou indirectement pour mener à bien leur processus biologique.
- .4 Matière dangereuse : Produit, substance ou organisme utilisé aux fins auxquelles il était initialement destiné, et qui est une marchandise ou une matière dangereuse susceptible d'avoir des répercussions nuisibles sur l'environnement ou sur la santé des personnes, des animaux ou des végétaux lorsqu'il est libéré dans l'environnement.
- .5 Espèces exotiques : désigne des espèces ou sous-espèces

introduites à l'extérieur de leur distribution normale, et dont l'établissement et la prolifération expose des écosystèmes, habitats ou des espèces locaux à des risques de dommages économiques ou environnementaux.

- .6 Eaux navigables : un canal et tout autre plan d'eau créé ou modifié à la suite de la construction de tout ouvrage.
- .7 Cours d'eau : désigne le lit et la rive d'une rivière, d'un ruisseau, d'un lac, d'une crique, d'un étang, d'un marais, d'un estuaire ou d'un plan d'eau salée qui contient de l'eau au cours d'au moins une partie de l'année.
- .8 Terre humide : terrain où la nappe phréatique est à proximité ou au-dessus de la surface, ou qui est saturé d'eau assez longtemps pour créer des conditions comme des sols modifiés par l'eau et une végétation hydrophile. Les terres humides comprennent les tourbières et les terres humides minérales ou zones de sols minéraux qui subissent l'influence d'un excès d'eau mais qui produisent peu de tourbe ou pas du tout.

1.5 Transport

- .1 Transporter des marchandises et des déchets dangereux conformément aux exigences de la Loi sur le transport des marchandises dangereuses.
- .2 Ne pas surcharger les camions lors du transport de substances. Protéger le chargement contre tout risque de déversement.
- .3 Garder les camions propres et exempts de boue, de poussière et d'autres matières étrangères.
- .4 Éviter toute possibilité de déversement du chargement et de toute matière étrangère sur les autoroutes, les routes et les routes d'accès destinées à des travaux. Faire très attention lors du transport de remblais de dragage et d'autres matières dangereuses. Nettoyer immédiatement tout déversement et tout sol contaminé.
- .5 Avant le début des travaux, aviser le Représentant du Ministère à propos de routes existantes et des routes temporaires devant servir pour accéder aux secteurs des travaux et pour transporter des matériaux au chantier et

hors du chantier, y compris les routes menant au champ d'élimination des remblais de dragage.

.6 Les matériaux de construction et les débris ne doivent pas pénétrer les cours d'eau.

1.6 Confinement et Gestion
des Déversements

- .1 Se conformer aux lois, règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux pour le stockage sur place de carburant et de produits pétroliers.
- .2 Ne jeter aucun produit pétrolier ni toute autre substance toxique sur le sol ou dans l'eau.
- .3 Faire preuve de diligence et prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter des déversements et contaminer ainsi le sol et l'eau (de surface ou souterraine) lors de la manipulation sur place de produits pétroliers et lors du ravitaillement de véhicules et de matériel.
- .4 Garder sur les lieux le matériel d'intervention approprié en cas de déversement, consistant en au moins une trousse de déversement de 250 litres (55 gallons) pour le confinement et le nettoyage des déversements.
- .5 Garder les véhicules et le matériel en bon état afin d'empêcher toute fuite sur les lieux.
- .6 En cas de déversement de pétrole, aviser immédiatement le Représentant du Ministère et la Garde côtière canadienne (GCC) au numéro 1-800-565-1633 (ligne d'appel 24 heures). Effectuer le nettoyage conformément à tous les règlements et à toutes les procédures stipulés par l'autorité compétente.
- .7 Les matériaux tels que la peinture, les apprêts, les abrasifs de grenailage, les solvants antirouille, les dégraissants, le coulis, le béton, l'enrobé ou d'autres produits chimiques ne doivent pas pénétrer dans le cours d'eau.
- .8 Élaborer et soumettre un plan d'intervention en cas d'urgence environnementale qui doit être mis en œuvre immédiatement en cas de rejet de sédiments ou de déversement d'une substance nocive dans la rivière ou

sur la rive.

- .9 Ne placer aucun réservoir de carburant et ne stocker aucun carburant ou autre produit pétrolier à une distance de moins de 30 mètres d'une zone tampon de cours d'eau et de terres humides. Ne ravitailler ni huiler de la machinerie à moins de 30 mètres de cette zone tampon. Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère pour désigner un emplacement acceptable sur les lieux aux fins de stockage de carburant ou de ravitaillement de matériel.

1.7 Manipulation des
Matières Dangereuses

- .1 Manipuler et entreposer les matières dangereuses sur place conformément aux lois, règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux. Entreposer tous les liquides dangereux à un endroit et d'une manière qui empêchent leur déversement dans l'environnement.
- .2 Étiqueter les contenants conformément aux exigences du SIMDUT et conserver sur place les fiches signalétiques de toutes les matières dangereuses.
- .3 Tenir un inventaire écrit de toutes les matières dangereuses gardées sur les lieux. Énumérer le produit, sa quantité et la date de son stockage.
- .4 Entreposer et manipuler les matériaux inflammables et combustibles conformément au Code national de prévention des incendies.

1.8 Élimination des Déchets

- .1 Ne pas enterrer les rebuts, les résidus de démolition et construction et les déchets sur place.
- .2 Éliminer et recycler les résidus et les déchets conformément aux exigences en matière de gestion des matières résiduelles provinciales et tel qu'énoncées à la section 01 74 21.
- .3 Ne pas jeter les matières dangereuses, les substances volatiles (comme les essences minérales, les peintures, les diluants, etc.) et les produits pétroliers dans des cours d'eau, des égouts pluviaux ou sanitaires et dans des sites d'enfouissement.
- .4 Éliminer les déchets dangereux conformément aux lois,

règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux pertinents.

.5 Déchets de béton :

- .1 Ne pas éliminer de résidus ou de rejets de béton sur place.
- .2 Nettoyer immédiatement tout déversement accidentel de béton sur les lieux avant que ce dernier ne se solidifie.
- .3 Ne pas laver ou nettoyer sur place des véhicules de transport de béton.
- .4 Décharger les matières résiduelles et nettoyer les camions uniquement à l'usine de béton. Respecter les règlements sur l'environnement et les bonnes pratiques en la matière qui sont approuvées par le ministère de l'Environnement provincial et par les autres autorités compétentes.

1.9 Qualité de l'Eau

- .1 Ne rincer le matériel qu'à une distance tampon d'au moins 30 mètre d'une terre humide, d'un cours d'eau ou de toute zone écosensible.

1.10 Restrictions
Socioéconomiques

- .1 Respecter les règlements provinciaux et municipaux concernant toute restriction sur les travaux effectués la nuit et sur l'éclairage artificiel des lieux. Obtenir les permis pertinents.
- .2 Placer les projecteurs dans la direction opposée des zones résidentielles et commerciales adjacentes.
- .3 Munir le matériel et les machines de silencieux conçus à cette fin afin de réduire le bruit sur place au niveau le plus faible possible. Maintenir ces silencieux en bon état de marche en tout temps.

1.11 Qualité de l'Air

- .1 Maintenir au minimum absolu la poussière en suspension dans l'air et les saletés résultants des travaux.
- .2 La suppression de la poussière par l'application d'eau doit être utilisée, au besoin. Appliquer des mesures de contrôle de la poussière sur les zones de travail. Le Représentant du Ministère doit déterminer les endroits où l'eau doit être appliquée, la quantité d'eau à appliquer et les heures auxquelles elle doit être appliquée.

- .3 Arroser les surfaces avec de l'eau ou d'autres produits respectueux de l'environnement. Utiliser du matériel et des machines spécialement prévus à cet effet et appliquer la substance en quantité et selon une fréquence suffisantes pour assurer un contrôle efficace et constant de la poussière pendant toute la durée des travaux.
 - .4 N'utiliser aucune huile ni tout autre produit à base de pétrole pour le contrôle de la poussière.
- 1.12 Feux .1 Il est interdit de faire des feux et de brûler des déchets sur place.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | |
|-----------------------|---|
| <u>1.1 Inspection</u> | <ul style="list-style-type: none">.1 Dans le cas où des ouvrages doivent être soumis à des inspections, à des approbations ou à des essais spéciaux commandés par le Représentant du Ministère ou par les autorités compétentes, en faire la demande dans un délai raisonnable..2 Conformément aux Conditions générales, le Représentant du Ministère peut demander à examiner toute partie de l'ouvrage, si on soupçonne que l'ouvrage en question n'est pas conforme aux exigences des documents contractuels..3 Si l'Entrepreneur couvre ou permet de couvrir un ouvrage avant qu'il ait été soumis aux inspections, aux approbations ou aux essais spéciaux requis, il doit découvrir l'ouvrage en question jusqu'à ce que les inspections ou les essais requis aient été complètement effectués de façon satisfaisante et jusqu'au moment où le Représentant du Ministère lui donnera la permission de couvrir l'ouvrage..4 L'Entrepreneur doit assumer les coûts pour découvrir l'ouvrage dérangé par les inspections et pour le remettre dans son état initial. |
| <u>1.2 Essais</u> | <ul style="list-style-type: none">.1 Les essais effectués sur les matériaux/ matériels, comme prescrit dans diverses sections du devis, relève de la responsabilité de l'Entrepreneur, sauf indication contraire..2 L'Entrepreneur est responsable des coûts et de la coordination de tous essais pour le contrôle de la qualité, qui comprend, sans s'y limiter, :<ul style="list-style-type: none">.1 Tous les essais de contrôle de la qualité au chantier et les inspections liés aux travaux. L'Entrepreneur sera responsable du contrôle de la qualité et de tous les essais jugés nécessaires par le Représentant du Ministère, ce qui comprend, mais sans s'y limiter, les essais de béton, les essais de l'enrobé, les essais de compactage, les essais de matériaux |

- granulaires, etc. Tous les résultats doivent être transmis au Représentant du Ministère pour examen.
- .2 Les inspections et les essais exigés par des lois, des ordonnances, des règles, des règlements ou des consignes d'ordre public;
 - .3 Les inspections et les essais effectués exclusivement pour la convenance de l'Entrepreneur;
 - .4 Essai, réglage et équilibrage des convoyeurs, des équipements et systèmes mécaniques et électriques.
 - .5 Essais en usine et certificats de conformité.
 - .6 Les essais spécifiés doivent être effectués par l'Entrepreneur sous la supervision du Représentant du Ministère.
- .3 Des essais ne figurant pas au devis peuvent aussi être effectués par le Représentant du Ministère à sa discrétion. Ce dernier en assumera les frais.
- .4 Lorsque les inspections ou les essais réalisés par l'organisme d'essai désigné révèlent la non-conformité des ouvrages aux exigences du contrat, l'Entrepreneur doit supporter le coût encouru des essais ou des inspections supplémentaires que le Représentant du Ministère peut demander afin de vérifier si les corrections apportées sont acceptables.
- 1.3 Organismes d'Essai et d'Inspection Indépendants
- .1 Le Représentant du Ministère peut se charger de retenir les services d'organismes d'essai et d'inspection indépendants.
 - .2 Informer le Représentant du Ministère suffisamment à l'avance du moment où les travaux seront prêts pour les essais, afin qu'il prenne des dispositions avec l'organisme d'essai. Sur demande du Représentant du Ministère, informer directement cet organisme.
 - .3 Selon les prescriptions du devis ou sur demande, soumettre à l'organisme d'essai les échantillons représentatifs de matériel/ matériaux nécessaires aux essais, en quantité suffisante, dans un délai raisonnable et suivant un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder

l'exécution des travaux.

- .4 Fournir la main d'oeuvre et les installations nécessaires pour prélever, manipuler et livrer les échantillons de matériaux/matériel.
- .5 Le recours à des organismes d'essai et d'inspection indépendants, par le Représentant du Ministère, ne dégage aucunement l'Entrepreneur de sa responsabilité concernant l'exécution des travaux conformément aux exigences des documents contractuels.

1.4 Accès au Chantier

- .1 Faciliter au Représentant du Ministère l'accès au chantier. Si certains des ouvrages sont exécutés à des endroits autres que sur le chantier, prendre des dispositions pour permettre au Représentant du Ministère d'accéder à ces ouvrages pendant leur réalisation.
- .2 Fournir la main d'oeuvre et les installations nécessaires pour :
 - .1 Permettre l'accès aux ouvrages à inspecter et à mettre à l'essai.
 - .2 Faciliter les inspections et les essais.
 - .3 Découvrir l'ouvrage dérangé par les inspections et pour le remettre dans son état initial.
 - .4 Prévoir l'espace requis, à l'usage exclusif de l'organisme d'essai, pour l'entreposage du matériel et la cure des échantillons.

1.5 Ouvrages ou Travaux
Rejetés

- .1 Enlever et remplacer les éléments défectueux jugés non conformes aux documents contractuels par le Représentant du Ministère, soit parce qu'ils n'ont pas été exécutés selon les règles de l'art, soit parce qu'ils ont été réalisés avec des matériaux ou des produits défectueux, et ce, même s'ils ont déjà été intégrés à l'ouvrage.
- .2 Remplacer ou refaire les ouvrages existants ou nouveaux, y compris les ouvrages des autres entrepreneurs qui ont été endommagés lors des travaux de réfection ou de remplacement.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | |
|---|--|
| <u>1.1 Voies d'Accès au Chantier</u> | <p>.1 Fournir et maintenir un accès adéquat au site du projet et à la circulation.</p> <p>.2 Si l'Entrepreneur est permis d'utiliser les routes existantes pour l'accès au site du projet, il doit maintenir ces routes pour la durée du contrat et de faire le bien et réparer les dommages résultant de l'utilisation des routes par l'Entrepreneur.</p> <p>.3 L'Entrepreneur doit être conscient des restrictions de charge sur la structure et devrait minimiser le stationnement inutile sur le pont pour les véhicules de l'Entrepreneur, y compris ceux des sous-traitants et de la main-d'œuvre.</p> <p>.4 L'accès à la passerelle d'inspection située sous le pont ne sera pas accessible à l'Entrepreneur aux fins de ces travaux, à moins d'une autorisation écrite du Représentant du Ministère.</p> |
| <u>1.2 Bureau de Chantier</u> | <p>.1 L'Entrepreneur doit fournir et assumer la responsabilité d'un bureau de chantier, y compris l'électricité, le chauffage, la climatisation, l'éclairage et l'internet. L'emplacement proposé par l'Entrepreneur pour le bureau de chantier doit être approuvé par le Représentant du Ministère.</p> <p>.2 Prévoir toutes les installations et tous les abris, exigés par le code ou par la réglementation, pour l'usage des ouvriers et du Représentant du Ministère et/ou du personnel de chantier approuvé.</p> <p>.3 Maintenir dans un état propre.</p> |
| <u>1.3 Entreposage du Matériel/ des Matériaux</u> | <p>.1 Fournir des remorques d'entreposage ou remises étanches aux intempéries avec des planchers surélevés, pour l'entreposage des matériaux, des outils et de l'équipement qui peuvent être endommagés par les intempéries.</p> <p>.2 L'emplacement proposé par l'Entrepreneur pour les remorques d'entreposage doit être approuvé par le</p> |

		Représentant du Ministère. Situer les remorques d'entreposage là où cela perturbera le moins les opérations de l'installation existante.
	.3	La place sur le chantier pour l'entreposage du matériel/des matériaux est restreinte. L'Entrepreneur doit prendre des dispositions en conséquence.
<u>1.4 Services d'Utilités Publiques du Chantier</u>	.1	Prévoir des installations sanitaires, une alimentation en eau potable et une alimentation en énergie électrique pour les ouvriers, le Représentant du Ministère et/ou son personnel de chantier identifié conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents en vigueur. L'Entrepreneur doit prendre ses propres dispositions pour obtenir les services d'utilités publiques, lesquels seront assurés à ses frais.
	.2	Afficher les avis requis et prendre toutes les précautions exigées par les autorités sanitaires locales. Garder les lieux et le secteur propres.
<u>1.5 Stationnement</u>	.1	L'entrepreneur doit faire ses propres arrangements pour fournir un espace de stationnement pour la main-d'œuvre.
<u>1.6 Alimentation Électrique</u>	.1	Fournir le service, en assurer l'entretien et assumer les frais associés à l'alimentation électrique temporaire conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents en vigueur.
	.2	Fournir, installer et aménager toutes les installations temporaires pour l'alimentation électrique, comme des lignes aériennes, des compteurs et des câbles souterrains, etc., et les soumettre à l'approbation de l'autorité d'alimentation électrique locale.
	.3	Les services publics et l'alimentation électrique existants sur le pont ne doivent pas être utilisés ni perturbés.
<u>1.7 Barricades</u>	.1	Fournir et entretenir suffisamment de barricades, de clôtures, d'avis, de panneaux d'avertissement, de signaux lumineux, etc. pour la protection des propriétés adjacentes et pour avertir les autres et les

- ouvriers engagés au travail des dangers causés par les travaux.
- .2 Les types et l'emplacement des barricades, etc. doivent être conformes à la réglementation locale et à la satisfaction du Représentant du Ministère.
- .3 La présence de telles barricades, lumières, etc. ne dégage pas l'Entrepreneur de la responsabilité de tout dommage.
- 1.8 Sécurité .1 L'entrepreneur doit prendre ses propres dispositions pour assurer la sécurité de son équipement, de ses matériaux et des dommages résultant d'un incendie ou d'un vol.
- 1.9 Enseignes et Avis de Chantier .1 Seuls les panneaux signalétiques d'identification de projet et les avis de sécurité ou d'instructions sont autorisés sur le site.
- .2 Format, emplacement et quantité d'enseignes et d'avis de chantier devant être acceptés par le Représentant du Ministère.
- .3 Les affiches et les avis de sécurité ou d'instructions doivent être rédigés en anglais et en français, ou en symboles graphiques couramment utilisés.
- 1.10 Enlèvement des Installation Temporaires .1 Enlever du chantier les installations temporaires lorsque le Représentant du Ministère en donne l'instruction.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|---|----|--|
| <u>1.1 Description</u> | .1 | Cette section vise à assurer le contrôle de la circulation conformément au Chapitre 6 de la Loi sur les routes provinciales tel que stipulé dans le Guide de Signalisation des Travaux Routiers du Nouveau-Brunswick (GSTR) et au Tome V – Signalisation routière par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec (MTMDET). |
| | .2 | La signalisation de la circulation à l'approche du côté du Nouveau-Brunswick doit être conforme au GSTR, la signalisation de la circulation à l'approche du côté du Québec doit être conforme au Tome V, et la signalisation de la circulation sur le pont doit être selon le plus exigeant des deux. |
| <u>1.2 Sections Connexes</u> | .1 | Section 01 35 29 – Santé et Sécurité |
| <u>1.3 Références</u> | .1 | GSTR: Guide de Signalisation des Travaux Routiers du Nouveau-Brunswick, 2009, version révisée 2015. |
| | .2 | Tome V – Signalisation routière par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec (MTMDET), 2019. |
| | .3 | American Society for Testing and Materials International (ASTM). |
| | .1 | ASTM D4956-09 Standard Specification for Retroreflective Sheeting for Traffic Control. |
| <u>1.4 Régulation de la circulation</u> | .1 | Réglementer la circulation et les panneaux sur le pont conformément à la Loi sur les routes du Nouveau-Brunswick stipulée dans le GSTR distribué par la réglementation du MTINB ou conformément au Tome V - Signalisation routière par le MTMDET, le plus exigeant étant retenu. |
| | .1 | La signalisation de la circulation à chaque approche du pont doit être conforme au manuel de contrôle de la circulation de la province correspondante. |

- .2 L'Entrepreneur doit diriger la circulation du Québec vers le Nouveau-Brunswick pour prendre la bretelle de sortie pour le boulevard Salmon.
 - .3 Afin de réduire la congestion de la circulation pendant la construction, des signaleurs manuels devront être utilisés pour les deux semaines de vacance de construction au Québec (du 19 juillet au 2 août) entre 07h00 et 18h00.
 - .4 Le Représentant du Ministère se réserve le droit d'ordonner à l'Entrepreneur de réduire le nombre ou la longueur des zones de travail de contrôle de la circulation pendant les volumes de circulation de pointe ou lorsque les retards cumulatifs dépassent le maximum spécifié, sans frais supplémentaire.
- 1.5 Protection de la circulation publique
- .1 Se conformer aux exigences des lois, des règlements et des ordonnances en vigueur régissant la circulation et l'utilisation des chaussées sur lesquelles il est nécessaire d'effectuer des travaux ou de transporter des matériaux et du matériel.
 - .2 Lorsque des travaux sont effectués sur une chaussée en service, effectuer ce qui suit :
 - .1 Disposer le matériel de manière à causer le minimum d'inconvénients et de risques aux usagers.
 - .2 Regrouper le matériel le plus possible, de préférence du même côté de la chaussée.
 - .3 Ne pas laisser de matériel sur la chaussée durant la nuit.
 - .3 Aucune voie de circulation ne doit être fermée sans l'autorisation écrite du Représentant du Ministère. Avant de détourner la circulation, installer une signalisation appropriée, conformément aux instructions décrites dans le présent document.
 - .1 Un préavis d'au moins 3 semaines doit être donné avant toute fermeture de voie.
 - .4 Garder la chaussée nivelée, exempte de nids de poule,

et d'une largeur suffisante pour permettre l'utilisation du nombre requis de voies de circulation.

1.6 Dispositifs d'information .1
et d'avertissement

Fournir et installer des signaux et d'autres dispositifs du même genre destinés à indiquer la présence d'une zone de construction ou de toute autre situation temporaire découlant de la réalisation des travaux et nécessitant une réaction ou un réflexe de la part de l'utilisateur de la route, et en assurer l'entretien.

.2 Tous les panneaux de signalisation doivent être bilingues ou symboliques et doivent être construits en tôle haute intensité conforme à la norme ASTM D4956 Type III/ Type IV.

.3 Fournir et installer des signaux, des délinéateurs, des barricades et autres dispositifs d'avertissement sur le pont, conformément au GSTR par le MTINB et Tome V par le MTMDET, le plus exigeant étant retenu.

.4 Placer des signaux et autres dispositifs
.1 Sur le Pont : Placer aux endroits recommandés dans le GSTR par le MTINB et Tome V par le MTMDET, le plus exigeant étant retenu.
.2 Approches du pont : Placer aux endroits recommandés conformément au manuel de contrôle de la circulation de la province correspondante.

.5 L'Entrepreneur doit fournir un Superviseur Accrédité des Panneaux de Contrôle de la Circulation, qui a suivi avec succès le cours de formation sur le Contrôle de la Circulation sur les Lieux de Travail Temporaire, pour être sur le site en tout temps pendant la construction active. Le Superviseur Accrédité des Panneaux de Contrôle de la Circulation sera chargé de superviser la mise en place et le démontage de tous les panneaux et dispositifs d'état temporaires qui indiquent à l'utilisateur de la route qu'il existe des activités de construction de la route et également de veiller à ce que les procédures de contrôle de la circulation appropriées soient exécutées conformément au GSTR par le MTINB et Tome V par le MTMDET. Le Superviseur Accrédité

des Panneaux de Contrôle de la Circulation est considéré comme faisant partie du personnel de supervision et d'administration de l'Entrepreneur et l'indemnisation pour la prestation de cette personne est considérée comme accessoire aux travaux.

- .6 Un plan de contrôle de la circulation doit être approuvé par le Représentant du Ministère avant de commencer tout travail.
- .7 Entretenir tous les dispositifs de signalisation de la manière suivante.
 - .1 Vérifier les signaux tous les jours afin de s'assurer qu'ils sont lisibles, en bon état, au bon endroit et qu'ils répondent aux besoins. Nettoyer, réparer ou, selon le cas, remplacer les signaux, afin d'en maintenir la clarté et la réflectance.
 - .2 Enlever ou couvrir les signaux qui ne s'appliquent pas aux situations existantes, ces situations pouvant varier d'une journée à l'autre.

1.7 Régulation de la
circulation publique

- .1 Assurer sur les lieux les services de signaleurs compétents dont la formation et le matériel sont conformes au GSTR par le MTINB et Tome V par le MTMDET, pour les situations ci-après.
 - .1 Lorsque la circulation publique doit contourner des véhicules ou du matériel qui bloquent la chaussée en partie.
 - .2 Lorsqu'il est nécessaire d'établir un système de voies fermées et de circulation à sens unique dans une zone de construction, que la circulation est dense, les vitesses d'approche élevées et que le système de signalisation est hors service.
 - .3 Lorsque des ouvriers et du matériel sont à l'oeuvre sur la chaussée, au-delà du sommet d'une pente, au détour d'une courbe prononcée ou à d'autres endroits où les usagers ne peuvent être autrement avertis de façon efficace.
 - .4 Lorsqu'il faut des mesures de protection temporaires pendant l'installation ou l'enlèvement des dispositifs de signalisation.

- .5 Lorsqu'il faut des mesures de protection d'urgence en raison de l'impossibilité d'obtenir rapidement des dispositifs de signalisation.
- .6 Dans tous les cas où les autres dispositifs de signalisation n'assurent pas une protection complète des ouvriers, du matériel et de la circulation publique.
- .7 Le contrôle de la circulation doit être coordonné de manière à contrôler la longueur de la file d'attente.
- .8 Le période d'interruption maximale pour la circulation publique sera tel qu'autorisée par le Représentant du Ministère.
- .2 Tout le Personnel de Contrôle de la Circulation doit être équipé de radios portables d'une portée suffisante pour assurer une communication continue dans la zone de contrôle de la circulation.
- .3 Lorsqu'une route normalement à deux sens doit être réduite à une seule voie, 24 heures par jour, fournir et installer un système de signaux lumineux portatifs.
 - .1 Régler le système, selon les besoins, et en assurer l'entretien régulièrement durant la période de restriction.
 - .2 S'assurer que le système de signaux lumineux utilisé satisfait aux exigences du GSTR par le MTINB et Tome V par le MTMDDET, le plus exigeant étant retenu.
- .4 Tous les véhicules de construction doivent fonctionner conformément aux restrictions de contrôle de la circulation et aux opérations en place sur le projet et sont soumis à ces restrictions.
- 1.8 Exigences du plan de gestion de la circulation publique
 - .1 L'entrepreneur doit fournir un plan détaillé de gestion de la circulation publique avant la construction.
 - .2 Le plan de gestion de la circulation doit montrer que la circulation du Québec vers le Nouveau-Brunswick sera dirigée vers la bretelle de sortie du boulevard Salmon.
 - .3 En général, la fluidité de la circulation bidirectionnelle

sera maintenue en tout temps, bien que la direction de la circulation puisse être alternée et cyclée sur une seule voie pour maintenir la fluidité de la circulation bidirectionnelle.

- .4 Les mesures de contrôle de la circulation publique sont résumées comme suit:
 - .1 Le projet doit être divisé en 4 quadrants à distance approximativement égale. Les quadrants doivent être divisés au niveau des axes 5A ou 5B, selon la préférence de l'Entrepreneur.
 - .2 La fermeture complète de la route ne sera autorisée que pour le remplacement des garnitures des joints d'expansion et ne sera autorisée qu'entre 20 h et 6 h.
 - .1 La fermeture de la route pour les véhicules d'urgence est interdite en tout temps.
 - .2 Au moins un trottoir doit être maintenu ouvert en tout temps pour la circulation des piétons.
 - .1 Accommoder les piétons quand et au besoin.
 - .3 Au moins une voie de circulation doit être maintenue en tout autre temps, et doit permettre la circulation dans les deux sens, soit avec l'aide de personnel de contrôle de la circulation ou avec un système portatif de feux de circulation.
 - .4 Un préavis d'au moins 3 semaines doit être donné avant toute fermeture de voie.
 - .5 Fournir et installer des panneaux à message variable portable à chaque extrémité du pont 48 h avant la fermeture de voies pour alerter les automobilistes.
- .5 Les mesures de circulation requises seront incluses dans le contrat de construction. Un plan de séquençage détaillé de la construction et un Plan de Gestion de la Circulation seront requis avant la construction. Les informations et communications en cours seront maintenues tout au long de la période de construction.

- 1.9 Fermetures Imprévues .1 En cas de fermetures imprévues, l'Entrepreneur doit :
- .1 Évaluer la situation/dépanner.
 - .2 Appeler les services d'urgence si une blessure ou une autre situation d'urgence exige.
 - .3 Appeler le Centre National d'Appel de Service (CNAS).
 - .4 Appeler (ou préférablement contacter par courriel) pour mettre à jour le CNAS.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | | |
|------------|----------------------------------|----|---|
| <u>1.1</u> | <u>Général</u> | .1 | Utiliser du nouveau matériel et équipement, sauf indication contraire. |
| | | .2 | Soumettre les informations suivantes pour tout ou partie des matériaux et produits proposés à l'approvisionnement dans les 7 jours suivant la demande du Représentant du Ministère: <ul style="list-style-type: none">.1 Nom et adresse du fabricant..2 Nom commercial, modèle et numéro de catalogue..3 Données de performance, descriptives et d'essai..4 Instructions d'installation ou d'application du fabricant..5 Preuve des dispositions à prendre. |
| | | .3 | Fournir du matériel et de l'équipement de conception et de qualité spécifiées, conformes aux valeurs publiées et pour lesquels des pièces de rechange sont facilement disponibles. |
| | | .4 | Utiliser des produits d'un même fabricant pour des équipements ou des matériaux de même type ou classification, sauf indication contraire. |
| <u>1.2</u> | <u>Instructions du Fabricant</u> | .1 | Sauf indication contraire, se conformer aux dernières instructions imprimées du fabricant concernant les matériaux et les méthodes d'installation. |
| | | .2 | Aviser par écrit le Représentant du Ministère de tout conflit entre ce devis et les instructions du fabricant. Le Représentant du Ministère désignera le document à suivre. |
| <u>1.1</u> | <u>Livraison et Entreposage</u> | .1 | Livrer, entreposer et entretenir le matériel et l'équipement emballés avec le sceau et les étiquettes du fabricant intacts. |
| | | .2 | Empêcher les dommages, la falsification et la salissure du matériel et de l'équipement pendant la livraison, la manutention et l'entreposage. Retirer immédiatement le matériel et l'équipement rejetés du site. |

- | | | |
|--|----|---|
| | .3 | Entreposer le matériel et l'équipement conformément aux instructions du fournisseur. |
| <u>1.2 Conformité</u> | .1 | Lorsque le matériel ou l'équipement est spécifié par des normes ou des spécifications de rendement, sur demande du Représentant du Ministère, obtenir du fabricant un rapport de laboratoire d'essais indépendant, indiquant que le matériel ou l'équipement satisfait ou dépasse les exigences spécifiées. |
| <u>1.3 Facilité d'obtention des Produits</u> | .1 | Immédiatement après la signature du contrat, prendre connaissance des exigences relatives à la livraison des produits et prévoir tout retard éventuel. Si des retards dans la livraison des produits sont prévisibles, en aviser le Représentant du Ministère afin que des mesures puissent être prises pour leur substituer des produits de remplacement ou pour apporter les correctifs nécessaires, et ce, suffisamment à l'avance pour ne pas retarder les travaux. |
| | .2 | Si le Représentant du Ministère n'a pas été avisé des retards de livraison prévisibles au début des travaux, et s'il semble probable que l'exécution des travaux s'en trouvera retardée, le Représentant du Ministère se réserve le droit de substituer aux produits prévus d'autres produits comparables qui peuvent être livrés plus rapidement, sans que le prix du contrat en soit pour autant augmenté. |
| <u>1.4 Équipement et Matériaux de Construction</u> | .1 | Sur demande, prouver à la satisfaction du Représentant du Ministère que l'équipement de construction et l'installation sont adéquats pour fabriquer, transporter, placer et finir les travaux selon les taux de qualité et de production spécifiés. En cas d'insuffisance, remplacez ou fournissez du matériel ou des installations supplémentaires selon les directives. |
| | .2 | Maintenir l'équipement de construction et l'usine en bon état de fonctionnement. |
| <u>1.5 Matériaux endommagés et rejetés</u> | .1 | Remplacer, réparer ou autrement réparer immédiatement tout matériau endommagé, brisé ou dégradé pendant la construction à la satisfaction du Représentant du |

Ministère.

- .2 Retirer les matériaux rejetés du site.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GENERAL

- 1.1 Dessins de l'Ouvrage Fini. 1 Le Représentant du Ministère fournira deux copies à des fins de dessin de l'ouvrage fini.
- .2 Tenir à jour les dessins de l'ouvrage fini du projet et enregistrer avec précision les écarts par rapport aux documents contractuels causés par les conditions du site et les changements ordonnés par le Représentant du Ministère.
- .3 Marquer les changements à l'encre de couleur rouge.
- .4 Enregistrer les informations suivantes:
- .1 Changements au chantier sur les dimensions et les détails.
- .2 Modifications apportées par ordre de modification.
- .5 À la fin du projet et avant l'inspection finale, transférer soigneusement les notations sur la deuxième copie et soumettre les deux copies au Représentant du Ministère.

END OF SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|--|----|---|
| <u>1.1 Généralités</u> | .1 | Effectuer les opérations de nettoyage et d'élimination conformément aux ordonnances et aux lois anti-pollution. |
| | .2 | Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail. |
| | .3 | Empêcher l'accumulation de déchets qui créent des conditions dangereuses. |
| <u>1.2 Nettoyage pendant les travaux</u> | .1 | Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut. Le nettoyer tous les jours. |
| | .2 | Prévoir, sur le chantier, des conteneurs pour l'évacuation des débris et des matériaux de rebut. |
| | .3 | Utiliser des conteneurs distincts, indiquant clairement leur usage, pour le tri et le recyclage des déchets et des matériaux de rebut conformément aux exigences de gestion des déchets prescrites. |
| | .4 | Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier tous les jours. |
| <u>1.3 Nettoyage Final</u> | .1 | En vue de l'acceptation du projet au stade du certificat provisoire ou définitif d'achèvement des travaux, effectuer un nettoyage final. |
| | .2 | Enlever la graisse, la poussière, la saleté, les taches et autres matières étrangères des surfaces finies. |
| | .3 | Balayer et nettoyer les trottoirs et les autres surfaces extérieures; ratisser le reste du terrain. |
| | .4 | S'assurer que le chantier et les voies d'accès adjacentes ainsi que les structures du quai sont remis dans leur état initial d'avant les travaux. |

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|----------------------------------|----|---|
| <u>1.1 Généralités</u> | .1 | Exécuter les travaux en mettant le maximum d'accent dans les domaines suivants: <ul style="list-style-type: none"> .1 la réduction des déchets; .2 la réduction du flux de déchets vers les décharges; .3 le recyclage des matériaux. |
| <u>1.2 Réduction des Déchets</u> | .1 | Élaborer une stratégie de réduction des déchets pour les travaux. |
| | .2 | Structurer le programme pour établir un ordre de priorité des activités, avec la réduction des déchets comme première priorité, suivie de l'effort de récupération et de recyclage, puis de l'élimination des déchets solides. |
| | .3 | Identifier les matériaux et le matériel à: <ul style="list-style-type: none"> .1 récupérer pour la revente par l'Entrepreneur; .2 envoyer à une installation de recyclage; .3 envoyer à une décharge/centre de traitement des déchets dans le cadre de l'effort de recyclage; .4 éliminer dans une décharge approuvée. |
| | .4 | Réduire les déchets de construction pendant les travaux d'installation. Adopter des pratiques qui réduisent au minimum les déchets et permettent d'optimiser la pleine utilisation des nouveaux matériaux sur le chantier, par exemple: <ul style="list-style-type: none"> .1 utilisation d'une zone de coupe centralisée afin de pouvoir accéder facilement aux chutes; .2 utilisation des chutes comme cales ou entretoises dans d'autres parties des travaux; .3 utilisation efficace des installations disposées de façon stratégique sur le chantier pour l'entreposage et l'empilage de résidus ou de matériaux partiellement coupés (comme le contreplaqué, le bois de dimension, etc.) à des fins d'intégration dans les ouvrages, chaque fois que cela est possible, de manière à ne pas générer des déchets inutilement. |
| | .5 | Élaborer d'autres stratégies et des procédures novatrices afin de réduire les déchets. |

- | | | |
|---|----|---|
| <u>1.3 Procédé de Tri des Matériaux à la Source</u> | .1 | Élaborer et mettre en oeuvre un procédé de tri des matériaux à la source au début des travaux comme partie intégrante de la mise en application de la gestion des déchets sur le chantier. |
| | .2 | Prévoir, sur le chantier, les installations nécessaires pour collecter, manutentionner et stocker les quantités anticipées de matériaux de rebut réutilisables, récupérables et recyclables. |
| | .3 | Adopter des méthodes permettant de manière appropriée d'isoler, d'entreposer sur le chantier et d'éliminer les matières dangereuses ou toxiques et leurs contenants conformément aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, selon les directives des autorités compétentes. |
| <u>1.4 Exigences visant l'Élimination des Déchets</u> | .1 | Il est interdit d'enterrer ou de brûler les déchets. |
| | .2 | L'élimination des matières volatiles, des essences minérales, de l'huile, de la peinture et d'autres matières dangereuses dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou les égouts sanitaires est interdite. |
| | .3 | Éliminer les déchets seulement aux décharges ou aux centres de traitement des déchets approuvés. |
| | .4 | Avant le commencement des travaux, communiquer avec les autorités compétentes pour déterminer quels déchets de démolition et de construction ont été, le cas échéant, interdits d'élimination dans les décharges. Prendre les mesures appropriées pour séparer sur le chantier ces matériaux interdits et les éliminer en stricte conformité avec les règlements provinciaux et municipaux. |
| | .5 | Réunir, mettre en paquets et transporter les matériaux récupérés destinés au recyclage dans des catégories et conditions distinctes selon les directives des services de l'installation de recyclage. Envoyer les matériaux seulement à des installations de recyclage approuvées. |
| | .6 | La vente sur place de matériaux récupérés à d'autres parties est interdite. |
| <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> FIN DE SECTION </div> | | |

PARTIE 1 - GENERALITES

- | | | |
|---|----|--|
| <u>1.1 Description</u> | .1 | L'intention de la bande d'essai de chaussée est pour que l'entrepreneur démontre au Représentant du Ministère que le matériau d'enrobé bitumineux mélangé à chaud (EBMC) spécifié dans le contrat peut être mis en lots, placé et compacté avec succès selon les spécifications du projet avant le pavage du tablier du pont principal. |
| | .2 | Il n'est pas nécessaire de démontrer la construction du système d'étanchéité et l'application de la couche d'accrochage. |
| <u>1.2 Exigences Connexes</u> | .1 | Section 32 12 16 Enrobé bitumineux mélangé à chaud. |
| <u>1.3 Modalités</u>
<u>Administrative</u> | .1 | Entrepreneur: la construction de la bande d'essai de chaussée doit être terminée au moins 3 semaines avant le pavage du tablier du pont. |
| | .2 | Le Représentant du Ministère fournira la liste du personnel qui recevra les directives, et coordonnera leur présence aux heures convenues. |
| | .3 | Travaux préparatoires: |
| | .1 | L'entrepreneur doit organiser et compléter la construction d'une bande d'essai de chaussée à un endroit approprié (pas spécifiquement un tablier de pont), de dimensions suffisantes pour utiliser les mêmes équipements et matériaux que pour le pavage et le placement du tablier du pont. Il doit placer et compacter une quantité suffisante de matériau d'EBMC pour démontrer la conformité aux spécifications du projet. Des dimensions minimales de bande d'essai de 100 mètres de long par 3.5 mètres de large sont requises. L'utilisation de rouleaux vibrant est interdite pour la bande d'essai. |
| | .2 | S'assurer que les personnes désignées sont présentes avant la construction de la bande d'essai. |
| | .3 | S'assurer que les appareils, les matériels et les systèmes ont été inspectés et mis en marche conformément aux recommandations du |

- fabricant.
- .4 S'assurer que toutes les exigences en matière de santé et de sécurité, d'environnement, de réglementation de la circulation et autres exigences applicables au projet sont respectées pour la construction de la bande d'essai.
- .4 Démonstration et directives:
- .1 Démontrer le démarrage, le fonctionnement, le contrôle, le réglage et le diagnostic de pannes de l'équipement aux moments convenus, à l'endroit désigné.
- .2 Après le placement, mais avant le compactage, l'Entrepreneur doit échantillonner suffisamment de matériau d'EBMC lâche de la bande d'essai de la chaussée à des fins de contrôle de la qualité et fournir au Représentant du Ministère du matériel d'EBMC pour l'assurance de la qualité et à des fins de recherche non liées.
- .3 Surveillez les opérations de compactage avec l'aide d'une jauge de densité nucléaire et enregistrez les résultats des tests.
- .4 Après compactage, l'entrepreneur doit extraire un minimum de vingt échantillons par carottage le long et à travers la bande pour la déterminer de la compaction des carottes. Dix des échantillons de base seront fournis au Représentant du Ministère aux fins de l'assurance de qualité.
- .5 Établir une corrélation recommandée entre les résultats de la jauge de densité nucléaire et les résultats de la compaction des carottes. La densité minimale de jauge nucléaire requise pour atteindre un compactage minimal des carottes de 92,5% par rapport à la densité théorique maximale du mélange EBMC sera nommé la Densité Minimale Cible de Jauge Nucléaire pour la surveillance et l'acceptation du compactage pendant l'opération de pavage du tablier du pont.
- .5 Temps alloué: prévoir suffisamment de temps pour la construction de la bande d'essai de chaussée et les activités d'échantillonnage sous la supervision du Représentant du Ministère.

- 1.4 Action et Soumission .1 Fournir les soumissions conformément aux sections
d'informations 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre et à la
section 32 12 16 - Enrobé bitumineux mélangé à chaud.
- .2 Soumettre le calendrier proposé pour la date, l'heure et le
lieu de construction de la bande d'essai de chaussée deux
semaines avant la ou les dates proposées, pour
approbation par le Représentant du Ministère.
- .3 Soumettre un Rapport de Contrôle de la Qualité de la
Bande d'Essai, y compris l'heure et la date de
construction de la bande d'essai, d'autres informations
pertinentes sur le projet et tous les résultats des tests de
contrôle de la qualité (c.-à-d. Conformité au mélange de
matériaux, registres de compactage, etc.) dans les deux
semaines suivant la fin de la construction de la bande
d'essai, en vérifiant que les matériaux et la construction
ont été achevés conformément aux spécifications du
projet et/ou aux mesures correctives à prendre en cas de
non-respect des spécifications du projet.
- .4 Selon la nature des mesures correctives requises pour
respecter les spécifications du projet (en particulier le
compactage), une deuxième démonstration / modifiée
peut être demandée par le Représentant du Ministère sans
frais supplémentaires.

FIN DE SECTION
